

BD10

10 années d'
alternatives
non violentes



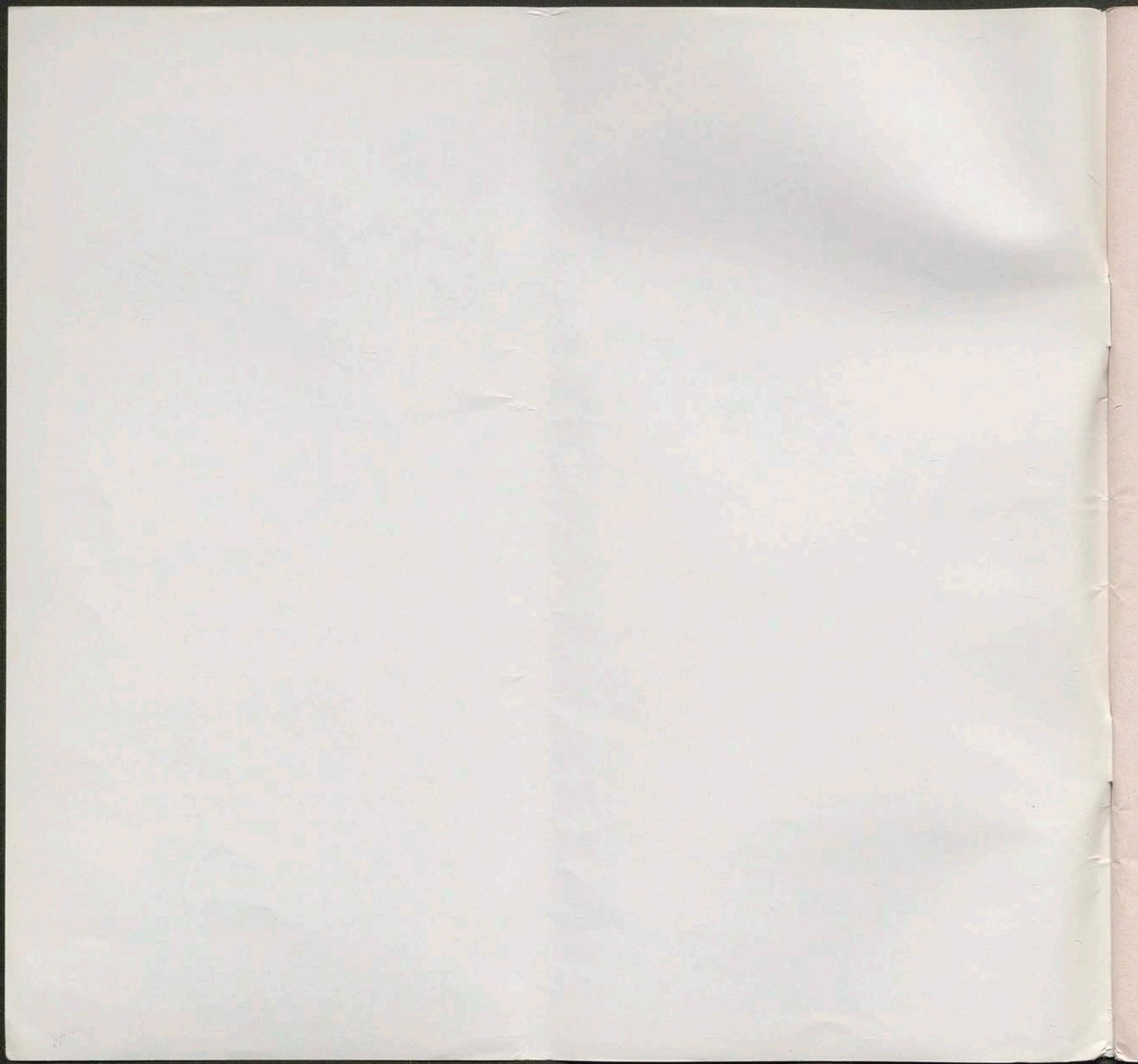
1973-1983

numéro spécial anniversaire

49

8° P 6112

revue trimestrielle 18 F



Editorial 1973-1983

Un anniversaire est toujours l'occasion d'un bilan. En se tournant vers le passé, en mesurant le chemin parcouru, le regard évalue la distance entre les projets et les réalisations, suit les infléchissements de la trajectoire, repère les zones d'ombre et de lumière. Un anniversaire, c'est aussi l'occasion de faire la fête. D'où le double aspect de ce numéro : fête et bilan. Une mise en page différente, des dessins plus nombreux, un petit recueil de textes, poèmes, citations rassemblés en gerbe sans volonté de prouver quoi que ce soit ; voilà pour fêter les 10 ans d'une revue qui reste, malgré tout, bien « sérieuse » !

Quant au bilan, plusieurs articles de ce numéro s'y essaient. Frédéric Delarge donne sur nos dix ans de publication le point de vue d'un lecteur qui, n'ayant connu ANV qu'assez récemment, reparcourt l'ensemble d'un œil neuf et synthétique. François Marchand met sa compétence de statisticien au service d'une analyse d'un sondage comportant quelques questions sur la non-violence : bilan, non plus de la revue, mais d'une certaine évolution de l'opinion française. D'autres enfin, militants de « base » ou personnalités, livrent à leur manière leur opinion sur la non-violence. Nous avons la prétention de croire que notre effort — joint à bien d'autres efforts — a contribué à façonner l'image de la non-violence qui se dessine dans ces témoignages. Par son effort

de qualité, par sa volonté de refuser les simplismes et les argumentations à sens unique, ANV a contribué à faire que la non-violence est davantage prise au sérieux dans la France de 1983 que dans celle de 1973.

Par delà cette fragile autosatisfaction, pouvons-nous prétendre avoir répondu à l'attente de nos lecteurs ? Tout au long de nos 48 numéros représentant quelque 2 650 pages, avons-nous été la revue de « dossiers, confrontations et recherches » que nous prétendons être ? De dossiers, certes : c'est même la principale utilité qui est reconnue à notre revue. Beaucoup, en effet, apprécient de trouver sous une forme ramassée des articles et des documents faisant le tour d'une question. Revue de « recherches », en revanche, ANV ne l'est sans doute pas suffisamment, à la fois par manque de temps et par crainte de proposer des textes trop éloignés des préoccupations des lecteurs ou trop « difficiles ». Mais les divers collaborateurs de la revue ont eu maintes occasions, dans la préparation des dossiers les plus « factuels », d'approfondir leur vision de la non-violence. S'ils se sentent aujourd'hui mieux « armés » pour en montrer la crédibilité, ils ont appris à devenir plus modestes. Il faudrait une bonne dose de naïveté pour croire à la non-violence comme à une philosophie globalisante, proposant une panoplie de moyens-miracles pour guérir tous les maux de la création. Plus modestes, certes, mais aussi plus assurés pour affirmer que la violence est une impasse et que, dans bien des situations où beaucoup croient encore qu'elle seule peut être efficace, des solutions non-violentes sont possibles.

Revue de confrontations, nous avons délibérément refusé de nous enfermer dans des débats internes entre les diverses sensibilités qui traversent les non-violents français. Plus féconde, plus nécessaire nous a semblée la discussion avec des personnes de toutes opinions, certaines très proches de nous (jusqu'à faire partie de notre Comité, comme Paul Virilio, Michel de Certeau ou Patrick Viveret), d'autres plus lointaines. La diversité de ceux qui se sont exprimés dans ANV en dix ans est étonnante :

Edgar Morin, Léonid Pliouchtch, Michel Bosquet, Roger Garaudy, Serge July, Johan Galtung, Gisèle Halimi, Jacques Chonchol, René Girard, Pierre Naville, Danilo Dolci, Alain Joxe, Bernard Clavel, Claude Bourdet, Joseph Ki-Zerbo, Lanza Del Vasto, Serge-Christophe Kolm, Jacques Ellul, André Jeansson, Philippe Warnier, Serge Livrozet, Henri Laborit, le Général Bécam. Dans ce numéro encore : Jean-Pierre Cot et un évêque... De chacune de ces rencontres est sorti un éclaircissement sur tel point, un enrichissement de la réflexion sur tel autre, une remise en cause de nos certitudes bien souvent, parfois le constat d'une convergence. D'autres débats, avec des organisations politiques ou syndicales (PS, PSU, CFDT notamment) ont permis de tester notre affirmation que la non-violence peut et doit être politique.

Nous pouvons dire que ces confrontations ont contribué à faire sortir la non-violence de son ghetto, à la faire mieux connaître et comprendre. Reconnaissions cependant que beaucoup reste à faire : confrontation, cela devrait aussi signifier la prise au sérieux des objections les plus radicales qui nous sont faites. La question de ce que l'on peut appeler « l'extrême violence » notamment n'a pas été assez sérieusement abordée : hormis quelques articles faisant allusion au nazisme ou traitant du Proche-Orient, rien n'a été dit sur les génocides des peuples juif, khmer, arménien, ou sur les guerres civiles comme celle du Salvador.

Passons au bilan de santé. Avec 1 200 abonnés, ANV reste au niveau atteint à la fin de sa première année. Reconnaissions que pour une revue de ce

genre, nécessairement austère et peu « aguichante », ce chiffre est honorable ; bien des revues plus prestigieuses s'en contenteraient... Ajoutons la diffusion au numéro, très importante puisque chaque thème peut intéresser ponctuellement un public nouveau. Selon les thèmes, c'est 800 à 1 500 exemplaires qui se vendront encore, parfois quatre ou cinq ans après. Le tirage de chaque numéro varie donc entre 2 800 et 3 000 exemplaires.

Si la santé reste bonne, l'âge commence à se faire sentir ! Il faudrait du sang neuf, un nouveau dynamisme, de nouvelles idées, tant pour le contenu que pour la présentation et la diffusion. Tout cela semble exiger un fonctionnement qui ne soit plus basé seulement sur le bénévolat : tout le monde est tellement occupé ! Or, ANV n'a aujourd'hui d'autre financement que les abonnements et les ventes. Son indépendance fait sa précarité.

La recherche, on le sait, n'est pas rentable à court terme. La recherche sur la non-violence pas plus qu'une autre. Nulle part une recherche n'est financée par la vente des publications qui en donnent les résultats. Il nous faut donc lancer ici un appel pressant à ceux de nos lecteurs et amis qui « ont des moyens », comme on dit, et qui estiment nécessaire la poursuite et l'amélioration de notre effort de recherche : ANV ne sera à l'abri d'un accident que lorsque des dons indépendants des abonnements lui permettront de financer des activités de recherche. Avec du temps et l'esprit plus libre, nous pourrons alors envisager de donner à notre revue, en lui gardant la même orientation, un visage nouveau.

Christian MELLON - Jacques SEMELIN.

10 ans de recherches sur la non-violence

par Frédéric DELARGE

A l'occasion du dixième anniversaire de la revue, Frédéric Delarge s'est astreint à un travail laborieux et difficile: relire les quarante-huit numéros d'ANV. Il nous livre ses réflexions.

Dix ans de recherches. Mieux ! Dix ans de recherches sur la non-violence. Combien de revues peuvent s'enorgueillir d'avoir tenu un tel pari ? Pari qui démarre avec le constat fait en 1973 que, si de plus en plus de gens se réclament de la non-violence, la réflexion, quant à elle, restait pauvre. Un vide devait être comblé. L'a-t-il été ? Il n'y a guère de réponse toute faite à une telle interrogation. Toute recherche, en répondant à certains vides de la pensée, découvre ou agrandit d'autres champs, vierges

d'interrogations. Nous ne tenterons donc pas ici de faire croire qu'ANV a permis de découvrir les lois newtonniennes du comportement humain ou le gène de la non-violence ! Pas de certitude. Rien de définitif. Mais plus simplement des débats sont suscités, des réflexions sont ouvertes. Je n'admettrai pas que ces débats et ces réflexions sont à tout jamais refermés. Je tenterai simplement de me demander pourquoi, à un moment, ils ne sont plus traités, pourquoi ils sont abandonnés au profit d'autres domaines d'étude. Ce qui m'intéresse, ce sont les lignes de force, les ruptures, les interrogations latentes, les objectifs recherchés, les débats tronqués ou oubliés. L'essentiel n'est pas de résumer dix ans d'une revue avec ce côté froid et scientifique d'une pure analyse sociologique et épistémologique comparative, mais de faire découvrir quelques aspects cachés qui

n'apparaissent qu'en mettant en perspective les 48 numéros publiés. Cet article se veut donc plus temps d'arrêt sur le passé et tremplin pour l'avenir.

Non-violence ! Terme apparemment bien constitué qui possède l'évidence et la certitude de son contraire : la violence. Rien de plus simple à définir puisque chacun sait, quelque part dans sa chair et son inconscient, ce qu'est la violence. Mais des certitudes il faut se méfier. Plus elles semblent indiscutables, plus elles sont le fruit d'a priori et d'axiomes profondément enracinés qui forment la trame d'une culture et d'une société. Nos certitudes nous donnent un point de vue, une grille de lecture dont nous ne soupçonnons même pas l'existence. Commençons par l'une des premières d'entre elles : la violence !

La violence est multiforme. La violence aujourd'hui nous paraît de plus en plus omniprésente et... violente. Contenue à gauche, elle ressurgit sur la droite. Rien n'échappe à la violence et la violence n'échappe à rien. En un mot : la violence est devenue banale puisque tout est devenu violence ! Mais ANV n'a jamais eu pour vocation de devenir un catalogue exhaustif de toutes les manifestations de la violence ou de la non-violence. ANV se veut organe de réflexion et donc de transformation. L'immédiat de son entreprise ne pouvait, à l'origine, être un travail d'enquêtes, de compréhension ou de décryptage de ces « violences banales » dont chacun parle couramment. Les injustices sociales, les violences institutionnelles ne sont-elles pas autrement essentielles, bien que moins spectaculaires ? De là, sans doute, le fait que, avec le numéro 38 de la revue seulement, est abordée cette banalité de la violence et sa banalisation. J. Semelin dans son éditorial avoue cependant : « Ce numéro terminé, disons tout de suite que nous ne savons toujours pas très bien ce qu'est une « violence banale ». Aveu terrible auquel répond l'article de C. Mellon « *Une inflation à maîtriser : le mot « violence »* ».

Quelle violence ?

Ainsi est posé le problème de fond. C. Mellon pose sur l'ensemble du numéro comme un regard extérieur qui rappellerait à l'ordre les élèves s'écar-

tant de leur sujet. Car ANV n'a pas à faire une sociologie naturaliste ou descriptive. Son but est d'éclairer une réflexion. Et toute réflexion a besoin de se donner des concepts clairs et limités pour se faire comprendre. Or « utiliser le mot *violence* à propos de tout et n'importe quoi, c'est s'interdire de comprendre ce qui se passe dans les phénomènes qu'on cherche à décrire » (C. Mellon (38, 72)). Pour parler de non-violence, il nous faut mieux circonscrire la violence et donc mieux la définir. Lui-même n'en donne pas une définition définitive mais l'inscrit dans des limites précises : la violence doit comprendre les notions de menace et de prolifération. C. Mellon nous indique bien l'arbitraire que cela comporte. Mais cet arbitraire est incontournable si l'on veut se situer dans une démarche réellement scientifique. Et il conclut que si la violence doit perdre « son caractère de rassembleur de toutes les négativités », « la non-violence, par contre-coup, ... redévient une réponse à un problème spécifique, celui de la violence directe ». C'est-à-dire celle qui lie directement l'acte à son résultat : à l'explosion de la bombe répond la mort du soldat.

A partir de là, on aurait pu penser qu'une conceptualisation sérieuse aurait permis de mieux cerner les problèmes et les discussions. Mais le flou entourant les mots s'est perpétué comme il subsistait avant. La violence nous est-elle si intimement liée que nous ne puissions la regarder sereinement ? Ce numéro 38 où s'instaure un passionnant débat entre Serge July et Michel Bosquet (celui-ci donne pour sa part cette admirable définition de la violence, définition qui reste plus poétique que scientifique : « elle est le négatif de la tendresse ») ne permettra donc pas de s'entendre sur quoi l'on parle.

Violence et non-violence. La distinction, qui est aussi rapprochement, court ainsi tout au long des années, traînant ambiguïtés, confusions ou malentendus.

Garaudy (7, p. 5) pense que, pour la gauche, des formes d'actions type boycott, refus d'impôt, désobéissance civile ne doivent pas être rejetées mais que l'essentiel n'est pas le caractère violent / non-violent mais plutôt le fait que ces actions viennent d'une « initiative à la base ». La fameuse distinction violence / non-violence est-elle donc secondaire ? Beaucoup plus tard, Gene Sharp écrit (39, p. 10) : « Le monde, et la politique encore moins, n'est pas divisé nettement en catégories de violence et non-violence. Il y a bien des phénomènes intermédiaires qui ne sont ni violents, ni non-violents ». Et il n'admet la distinction clairement tracée que dans les cas extrêmes. Garaudy, dans un autre numéro, est pour sa part beaucoup plus général (35, p. 66) : « La violence, c'est d'abord l'injustice, et la non-violence commence avec le refus de collaborer avec l'injustice ». Enfin, Adam Roberts avoue : « Je pense que certains avocats de la théorie de l'action non-violente lui ont fait porter un poids un peu trop lourd. La relation entre violence et action non-violente est beaucoup plus subtile et compliquée que ne le laissent croire nombre de théories » (39, p. 26).

On trouve aussi ceux pour qui la non-violence est une autre forme de violence. Paul Thibaud, en réponse à la lecture du texte d'orientation politique du MAN (publié par ANV dans le numéro 15-16), écrit « La non-violence intégrale se contenterait d'intervenir par la discussion, par la persuasion, par l'usage des procédures représentatives », et plus loin,

« La violence me paraît indépassable... c'est l'affirmation de l'existence d'un sujet qui a des droits à faire valoir, c'est l'indocilité dans tous les sens du mot » (20-21, p. 37). Il entretient ainsi toutes les confusions que justement le texte du MAN cherchait à dissoudre et à détruire.

MOUNIER Emmanuel

La non-violence n'est pas un état de tranquillité que l'on atteint en deça de la violence ; elle est un état de maîtrise et de tension — toujours instable, toujours menacé — que l'on conquiert par-delà la violence. Seul celui qui est capable de violence, et par-dessus le marché de réfréner sa violence, est capable de non-violence.

Oeuvres, Seuil, Paris 1961, tome I, p. 317.

MONTESQUIEU

Si, dans un Etat,
vous n'entendez le bruit d'aucun conflit,
vous pouvez être certain
que la liberté n'y est pas.

(Cité par G. Bouthoul,
Traité de polémologie, p. 71).

Au-delà de ces querelles de sociologues toujours difficiles à trancher puisque la violence est d'abord et surtout une expérience personnelle et intime, pensons à la définition totalement pragmatique de César Chavez : « Si vous ne faites pas d'actions, alors la non-violence ne marche pas

et les gens commencent à être violents. Vous voyez, la violence commence au moment où les gens disent « Oh ! La non-violence, ça ne marche pas, nous l'avons essayée » (18, p. 31).

Violence / non-violence. Les mots sont trompeurs et fuyants. Le débat s'enlise parce que, aujourd'hui encore, nous croyons que la non-violence, c'est le contraire de la violence. L'une représenterait le bien et l'autre le mal. La non-violence paraît porter toutes les valeurs positives d'une société à construire face à une violence porteuse de toutes les « négativités de l'Histoire ». Si ANV n'a pas pu trancher la question, c'est parce qu'elle n'est pas tranchable sans accord général et unanime sur une définition. La violence n'existe pas en soi ; elle n'est que ce que nous décidons de dire qu'elle est.

Vers le socialisme autogestionnaire

Derrière tout cela, il y a donc forcément un projet. Projet au sens où la non-violence ne s'inscrit pas dans un simple refus de la violence. Projet qui est aussi celui d'ANV, fait lors de la naissance de la revue, et que C. Delorme déterminait ainsi : « Dans un premier temps, notre souhait est de débarrasser la non-violence de la naïveté qui lui colle à la peau comme une tunique de Nécessus. Et, dans une deuxième étape, nous voudrions pou-

voir mener une recherche approfondie sur les possibilités offertes par la stratégie de l'action non-violente » (2, p. 1). Ce qu'il reformule deux numéros après par : « La non-violence ne peut pas être seulement le non-versement du sang dans les conflits et l'exercice de techniques non-violentes : la non-violence, c'est aussi un projet de société » (4, p. 2). ANV s'est situé d'emblée dans cette non-violence politique qu'elle a contribué par ses premiers numéros à asseoir. Dès 1973, année de sa naissance, l'objectif prioritaire était d'inscrire la non-violence dans une démarche de réflexion et d'action politiques et de la sortir de son moralisme et de sa naïveté, honorables certes, mais dont l'efficacité nécessaire à une transformation du monde était absente.

Les premiers numéros, largement ouverts aux contributions extérieures, étaient surtout orientés vers le dialogue entre non-violence, socialisme autogestionnaire, syndicalisme. L'analyse marxiste était alors l'outil de critique sociale que la non-violence devait prendre en compte. « La non-violence politique constate la lutte des classes » [J. Tirelli, J. Semelin (4, p. 4)]. Ces débats parfois très durs (ainsi, l'article de V. Laure qui dénie toute possibilité à la non-violence d'entrer dans le cadre d'analyse marxiste) ont mené à la publication du Texte d'Orientation Politique (T.O.P.), qui fonde la non-violence politique et reste le texte de référence du MAN. L'année suivante, le numéro 20-21, dans lequel se sont exprimées et ont réagi de nombreuses personnalités sur ce texte du MAN, semble aussi la conclusion de tout un travail de déchiffrage et de conceptualisation. Faut-il en conclure que dorénavant la non-violence était solidement amarrée au bateau du socialisme autogestionnaire ?

Peut-être, mais il me semble que la question posée par C. Mellon dans son article « Non-violence et socialisme » reste d'actualité : faut-il accepter l'analyse marxiste ? Oui, écrivait-il, car nous devons constater un fait : « Le seul projet qui, à l'heure actuelle, dans nos pays, vise une transformation de la société globalement et dans un sens compatible avec les perspectives non-violentes, c'est le socialisme autogestionnaire » (4, p. 11). Or l'analyse marxiste et sa composante économiste est perpétuellement amendée, contestée, remise en cause. Il existe quasiment autant de marxismes que de marxistes. Pour sa part, ANV n'a pas poursuivi l'interrogation. Aucun numéro n'a été consacré à l'économie, comme si le texte du MAN avait figé le débat. Rien n'a été fait ou dit sur les théories nouvelles, nées ou naissantes. Or, si, comme certains le pensent, ce n'est pas l'économie qui est source de violence mais la violence qui est à la source de l'économie, la revue aurait à l'évidence un rôle à jouer dans cette réflexion.

Cependant le projet non-violent se veut plus large que le simple cadre politique et social. C'est une « Révolution culturelle » qu'il veut promouvoir, une révolution où l'on ne se contenterait pas d'un changement de structure mais où l'on rechercherait un changement des hommes et des mentalités. Cette révolution « commence par la mise en cause de l'idéologie dominante. Elle doit se poursuivre par le changement des mentalités individuelles et collectives » [M. Debrach (5-6, p. 4)]. Les références à Marcuse ou Illich donnent bien la mesure de ce débat post-soixante-huitard où se mêlent et se théorisent la politique, le social, l'économique et le culturel. Cette « révolution culturelle », terriblement globale

et ambitieuse mais aussi imprécise par sa généralité, n'a pas débouché. Elle n'a donné que des axes et des ramifications de recherches circonscrites à des domaines particuliers. D'ailleurs, ces changements de mentalités, de comportement, de modes de vie, s'ils peuvent se décrire et se comprendre a posteriori, ne peuvent certainement pas se théoriser a priori pour permettre par un raisonnement deductif d'en déduire un modèle social nouveau.

L'analyse des combats non-violents

C'est à partir du numéro 9-10 qu'apparaît plus clairement la double orientation d'ANV. D'un côté, proposer une contribution dans des domaines bien précis où la non-violence a quelque chose à dire en bâtiissant des numéros plus rigoureux, mieux élaborés. De l'autre, accomplir le second objectif donné par C. Delorme : quelle efficacité, quelle possibilité et quelle réalité dans les stratégies et les luttes non-violentes ? Ce numéro 9-10 sera donc le premier de toute une série centrée quasi exclusivement sur un ensemble de combats non-violents. L'Afrique et les luttes de libération ; l'Inde et sa réalité non-violente 30 ans après la mort de Gandhi ; l'Amérique du Sud ; puis on trouvera un numéro sur les Etats-Unis et ensuite sur l'Europe ; plus loin encore le n° 32 traitera remarquablement de la « Dissidence » en URSS. C. Mellon y évoque

cette question fondamentale des « Droits de l'homme ». Quelle aide pouvons-nous leur apporter ? Quels moyens pouvons-nous utiliser ? Alors qu'aujourd'hui l'on parle de dénucléarisation de l'Europe, il est évident que le pacte atlantique et la défense armée sont impuissants à offrir un soutien aux « Droits de l'Homme » à l'Est. Or comment peut-on imaginer une Europe sans armes nucléaires si l'on ne sait pas de quelle Europe politique et sociale l'on parle ? La question est d'actualité quand on sait que le « Mouvement de la Paix » refuse d'aborder cette question. Une non-collaboration avec le système soviétique est-elle possible ? Les pages extraites du livre de Boukovsky « *Et le vent reprend ses tours* » sont une leçon humble mais forte de son efficacité. Enfin le numéro 33 centré autour du Printemps de Prague nous reste comme une référence dans l'analyse historique et politique d'une résistance non armée de tout un peuple. La description détaillée des méthodes utilisées, faite par C. Brunier, suivie par l'explication très documentée de l'échec de la résistance, par J.M. Muller, doivent être relues et méditées.

A travers toutes ces luttes retracées, on sent bien que persiste cependant cette faiblesse permanente de l'analyse historique. Faiblesse qui est d'abord celle de l'histoire officielle qui, de batailles en conflits, n'extract des faits de résistance que ceux qui font appel aux armes et en oublie toutes les formes de résistance civile. Faiblesse ensuite de nos propres analyses qui, par manque de moyens, de sources, de temps et de références, mettent mal en lumière la per-

tinence des résistances civiles et, partant de là, de leur systématisation possible dans le cadre d'une Défense Populaire Non-Violente.

Pour une autre défense

Un autre grand axe débute avec le numéro 17 : « Pour une autre défense ». L'actualité orientera tout au long des années les différents thèmes réalisés. 1976, c'est le début du virage de la gauche en matière de défense. Au sein du PS et du PC, la force de frappe va être admise. ANV suivra fidèlement les controverses au sein du PS et apportera ses propres contributions sous forme de tables rondes ou d'articles venant de divers côtés : membres du PS (P. Viveret), du PSU/MDPL (C. Bourdet, A. Joxe) ou du MAN. On trouvera, jusqu'au ralliement définitif du P.S. à l'armement nucléaire en 1978, un numéro sur « *La gauche et la force de frappe* », des articles sur le transarmement, un compte rendu sur le colloque « *Pour une défense populaire non nucléaire* ». Le numéro 46, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, tentera de faire un retour historique sur ces événements. Ce sera l'occasion d'une recension bien placée dans le journal « *Le Monde* » : une consécration en somme ! 1978, le PS a définitivement rallié la force de frappe. Il y a « acceptation du fait accompli » [C. Bourdet (23, p. 8)] et il n'est plus temps de faire changer la gauche. Dès ce moment-là et progressivement, semble s'imposer la nécessité de travailler plus sûrement la crédibilité des alternatives proposées et de s'insérer dans les luttes contre le nucléaire militaire.

Une réflexion de fond sur la non-violence

En fait, le chemin sera long et la revue paraît reprendre son souffle. On observe un grand « passage à vide » sur les questions militaires entre le numéro 27 (avril 78) et le numéro 37 (mars 80), « *Surarmement et sous-développement* ». Dans l'intervalle, l'essentiel de la réflexion porte sur les luttes non-violentes et l'expression théorique de la non-violence. Est-ce parce que, après la période du Front Autogestionnaire, c'est la démobilisation politique ? L'ardeur aux luttes s'émousse, la gauche ne parvient pas à passer, la non-violence n'impose pas ses analyses. Seuls, quelques articles épars et ponctuels laissent voir que la réflexion sur l'armement nucléaire et la militarisation se poursuit. Le résultat est une série de numéros remarquables, qui ne s'inscrivent guère dans l'actualité, tout en faisant date par leur apport à la théorisation et la compréhension de la non-violence. Le numéro 34, « *Désobéissance civile* », avec un article d'O. Vial qui relie l'acte de désobéissance civile au thème de la « dissidence » (traité deux numéros avant), et une contribution capitale d'Hervé Ott sur le problème mille fois repris de la grève de la faim. Le numéro 35 montre l'ambivalence de la peur : peur salutaire qui est sursaut de « l'intelligence qui perçoit la réalité et l'estime avec prudence » (O. Vial) et peur maladive qui est enfermement, protection et idéologie sécuritaire. Puis le numéro 36 avec « René

Girard en débat » qui continue à faire couler beaucoup d'encre trois ans après. La non-violence au sens girardien du terme n'a rien à voir avec le projet d'ANV ; elle est réconciliation pure et simple et non pas prise en compte des conflits humains. Mais R. Girard peut susciter des intuitions fructueuses que quelqu'un comme J. Semelin cherche pour sa part à faire fructifier.

1980 : apparaissent alors les numéros sur « *Surarmement et sous-développement* » (37), « *La défense civile en question* » (39), « *Les travailleurs face à l'armement* » (41). Des domaines qui avaient tous été partiellement abordés mais jamais synthétisés en 80 pages. Chaque numéro représente un travail approfondi qui reste actuel. Solides, ils permettent de continuer la recherche. 1981-82 : les numéros 43 et 44 sur le « *Nouveau mouvement de Paix* » et « *Les voies du désarmement* » s'inscrivent dans l'actualité la plus brûlante : la décision d'implanter les euro-missiles en Europe de l'Ouest et la modernisation de la force de frappe française. Le tout dernier numéro de la revue sur « *Guerres saintes, guerres justes* » continue bien dans cette tendance de numéros traitant de problèmes actuels. Après la publication si tumultueuse et controversée de la lettre des évêques américains, il n'est pas inutile de clarifier la question de la « guerre juste » autour de laquelle tournent toutes les prises de position théologiques de l'Eglise face à la guerre. La « guerre juste » de saint Thomas est en crise avec l'apparition de l'armement nucléaire. Les épiscopats accepteront-ils de le reconnaître et de prendre clairement position ?

Des questions non résolues

De ce vaste et peut-être rapide panorama, que peut-on tirer ? S'il fallait encore le prouver, par le sérieux des dossiers constitués, ANV ne s'est pas contenté de mettre en débat la non-violence en restant clôturé dans le monde encore restreint de ses admirateurs. Ouvert à bien des horizons, ANV a su progressivement construire des numéros qui soit restent des références pour les recherches ultérieures, soit ouvrent des pistes nouvelles et heureuses. Certes, les échecs ne manquent pas, mais il ne sert à rien de les nommer. Il est plus constructif de constater les manques, les oubliés, les ombres, que de reprocher les erreurs. De toutes façons, ces erreurs ont eu des fruits : avec le temps, la publication améliore son contenu, cerne mieux ses thèmes, cadre mieux son discours.

Une seconde leçon à tirer est l'ampleur des questions non résolues, non traitées ou oubliées. En lisant 10 années de publication, on ressent mieux, parfois presque intuitivement, les vides et les insuffisances qui, imperceptiblement, se sont créés. J'en ai, à l'occasion, déjà évoqués certains : l'économie, l'histoire. Il n'est pas inutile d'en repérer d'autres : ils formeront des suggestions pour des numéros futurs ou seront le tremplin pouvant stimuler le désir d'approfondissement de tel ou tel sujet laissé en marge.

J'ai noté qu'après le vingtième numéro, la non-violence politique n'avait plus été abordée. Avoir montré la nécessité de l'inscription de la

non-violence dans un projet politique était indispensable. Le socialisme autogestionnaire, en instaurant une critique du capitalisme, propose d'autres types de rapports humains, économiques, sociaux et politiques, donc d'autres types de rapports de pouvoir. Mais justement, cette interrogation sur le pouvoir n'a été que peu abordée. Dans ANV n° 28, l'article de F.X. Verschave me paraît aller le plus loin dans la bonne direction. L'enjeu est pourtant de taille puisque le problème du politique, « lieu d'expression et de discussion des choix collectifs et du projet révolutionnaire » est directement lié à l'entreprise totalitaire. C'est ce qu'en d'autres mots disait Marc Paillet lors de la table ronde sur « *Autogestion, révolution et non-violence* » (ANV, n° 12) : « Il est évident que si l'on croit à la possibilité de faire arriver un « âge d'or » sur terre, il y a dans cette croyance même la justification de la violence. C'est à partir du moment où l'on croit à une relativité nécessaire des choses que l'on récuse la violence : la violence n'apparaît pas nécessaire étant donné qu'il n'y a pas d'absolu du projet ». Or trop souvent l'on croit, à l'instar de l'analyse marxiste, que la domination de l'Homme sur l'Homme est directement liée à l'exploitation de l'Homme par l'Homme. « Perception unidimensionnelle de la réalité conflictuelle », une telle acceptation ne peut mener que vers le dogmatisme et le totalitarisme. La réalité, toujours beaucoup plus complexe, ne pourra, le jour du « Grand Soir », se plier au projet de société réunifiée qui a été bâti sur le papier. D'où un retour de la violence. Autrement dit, il est indispensable d'approfondir aujourd'hui les rapports entre « projet révolutionnaire », « choix politiques », et « totalitarisme ». Les pistes de travail s'appellent autonomie, autogestion, écologie, et passent par Lefort,

Castoriadis, Gaucher, Arendt, Rosanvallon, ou même Louis Dumont et ses relectures de Tocqueville.

De celles-ci, il faudrait peut-être essayer de mieux comprendre les liens entre « Droits de l'Homme », « démocratie politique » et « entreprise totalitaire ». Observateur du passage de la société aristocratique à la société démocratique, Tocqueville, et Louis Dumont à sa suite, constatent la confusion du projet égalitaire. Liberté et égalité sont les deux valeurs sur lesquelles s'est faite la Révolution Française. Si, en droit, l'inégalité est mauvaise, en fait elle est parfois inévitable. L'égalité doit servir à compenser cette inégalité. Les « Droits fondamentaux de l'Homme », inscrits dans la phrase « Les Hommes naissent libres et égaux en droits » font peu de cas des différences humaines irréductibles. Les Hommes sont donc perçus égaux au sens de similaires. Il y a tentative de réduction du fait au droit qui est bien une entreprise totalitaire. Or, et là réside le problème, la révolution (française ou autre) a généralement fait bon marché de la liberté pour imposer l'égalité. Les questions soulevées sont donc multiples : quels liens entre les « Droits de l'Homme » et la société à bâtir ? Quels droits peuvent être déclarés fondamentaux et sur quoi reposent-ils ? Quelles sont les implications de l'égalité ?

Un autre domaine peu abordé est le rapport entre le sacré et la non-violence. Certes, au départ, il fallait se dégager de l'emprise « idéaliste » que constituait la démarche non-violente, philosophique ou religieuse. L'analyse politique s'inscrit dans une perspective de compréhension rationnelle du monde et des phénomènes de pouvoir. Pourtant peut-on se passer de tout sacré et de toute trans-

cendance ? La pensée rationnelle elle-même, l'épistémologie le prouve, ne peut se passer, pour se comprendre et s'appréhender elle-même, d'une référence qui lui est extérieure. Cela revient à dire que tout système de pensée doit faire appel à une transcendance pour répondre à toutes les questions qu'il se pose sur sa propre existence. La non-violence politique, en tablant sur l'efficacité de ses analyses et de ses solutions, en oublie la démarche initiale de bien des individus : acte moral du refus de détruire. Or cette efficacité et cette attitude morale ne sont-elles pas intimement liées ? Car pour juger de l'efficacité, il faut un critère, critère qui est justement, pour le non-violent, le refus de tuer. Or un tel critère ressort d'un postulat extérieur au système. Et, bien évidemment, ce n'est pas un hasard si ce postulat est généralement le fruit d'un choix religieux.

Beaucoup d'autres sujets pourraient être soulevés. Mentionnons un numéro qui était prévu sur « la militance ». Y aurait-il une autre manière de militier ? Elle me paraît indispensable dans un monde en profonde mutation où l'emprise de l'Etat et du jeu politique traditionnel sur la société civile se réduit rapidement. Imaginons un numéro sur l'éducation. L'éducation, en aidant les enfants et les adultes à vivre en société, doit leur apprendre à mieux résoudre leurs conflits. La problématique d'un autre type de résolution des conflits est au cœur des principes non-violents. Peut-on les étendre de l'espace politique à la dimension interindividuelle ? Un numéro sur l'histoire de la non-violence en France, et sur la réalité aujourd'hui des mouvements et expériences non-violentes dans notre pays, comblerait un vide. Rarement ANV a donné la parole à d'autres concep-

tions de la non-violence. Seuls quelques compagnons de l'Arche ont donné leur point de vue. Le pasteur Roser l'a fait une seule fois.

La non-violence politique est une idée neuve. Elle a déjà fait du chemin et ANV l'a aidée à en parcourir une partie. Il lui en reste cependant beaucoup à faire. Je souhaite que, dans les recherches et les évolutions futures, la plus grande ouverture soit faite sur les pensées neuves ou en gestation. Loin des ghettos où se complaisent bien des disciplines scientifiques, c'est dans l'ouverture d'esprit et l'audace intellectuelle que nous devons nous diriger. Il n'est pas suffisant de penser que la non-violence par elle-même est une audace puisqu'elle constitue un pari et un risque ; il faut la confronter à d'autres alternatives et à d'autres réflexions. Nous constaterons alors que, sur certains domaines, elle conserve ses « vieilleries » et ses « conservatismes ».

Or, aujourd'hui, nous sommes à un tournant de la civilisation. Pas seulement parce que l'homme a, pour la première fois de son histoire, la faculté et le choix de se détruire, mais aussi parce que les enjeux d'une société en pleine révolution culturelle sont considérables. Nous ne sommes plus aux temps où, soit une « révolution dans les forces productives », soit un « changement dans les rapports de production » étaient des analyses et des solutions suffisantes. Ce sont nos modes de pensée, nos catégories intellectuelles, nos systèmes et hiérarchies de valeurs qui doivent être revus de fond en comble. Période de mutation, les années à venir sont celles d'une « crise », c'est-à-dire de l'écroulement des anciennes valeurs et de l'apparition de nouvelles valeurs. Mais, de

celles-ci, l'on ne peut rien dire. Elles seront le fruit de cet intense et dangereux brassage social et culturel d'où pourra sortir le meilleur comme le pire. Les valeurs de la société de demain nous sont à ce jour inconnues car, n'ayant rien à voir avec les anciennes, nous n'avons pas les points de comparaison nécessaires pour en parler. La société moderne peut constater la crise actuelle mais, comme un enfant qui apprend à parler un nouveau langage, elle doit accepter de commencer par ânonner.

Dans la société de demain, la non-violence peut jouer un rôle et contribuer à lui donner ses nouvelles valeurs. Pour cela, commençons par accepter l'ânonnement. Au début, tous les mots seront bons, toutes les idées seront à essayer, tant qu'ils permettront de mettre en place un nouveau langage, autrement dit une autre culture.

Peu nombreux, parmi nos lecteurs d'aujourd'hui, sont ceux qui nous lisent depuis le numéro 1. A l'occasion de cet anniversaire, et pour mieux mesurer le chemin parcouru, le champ des questions que nous avons abordées, voici la liste des thèmes des numéros 1 à 33. Vous trouverez les numéros 34 à 48, comme d'habitude, sur l'avant-dernière page de ce numéro.

1/ Antimilitarisme, insoumission, non-violence

2/ Non-violence et révolution prolétarienne

Débats sur le rapport entre marxisme et non-violence. Premiers jalons de ce qui deviendra l'approche politique du M.A.N.

Pour rafraîchir nos mémoires ...

3/ Syndicalisme et non-violence Luttes exemplaires en Sicile

Articles sur César Chavez, Danilo Dolci, Lorenzo Barbera.

Rencontres CFDT/non-violents. Un article de André Jeanson, ancien secrétaire général de la CFDT. Le combat des LIP.

4/ Pourquoi la non-violence ?

Textes théoriques sur le rapport entre non-violence et politique. Une contribution du philosophe Jean Lacroix sur l'agressivité.

5-6/ Pour une révolution culturelle

Ivan Illich, L'Arche, la révolution communautaire...

Non-violence et autogestion, par Robert Chapuis, secrétaire national du PSU.

La non-violence en Espagne. La non-violence en Amérique latine.

7/ Armée et socialisme

Garaudy, Virilio inaugurent leur collaboration avec ANV. Jean Jacqmain analyse les exemples des anarchistes d'Espagne et d'Ukraine pour voir si armée et autogestion sont compatibles.

8/ Une stratégie du changement

Poursuite du débat sur le rapport entre non-violence et socialisme.

Discussion entre ANV et la Fédération CFDT-Défense nationale.

Entretien avec Lanza Del Vasto.

9-10/ L'Afrique de la non-violence

Lumumba, Luthuli, Kimbangu, Nyerere, et autres leaders politiques marqués par Gandhi.

Interview de Jacques Moreau (secteur politique de la CFDT).

11/ Femmes

Du Chili au Larzac, de Lip à la Chine, le rôle des femmes dans les luttes. Poèmes, témoignages, interviews.

12/ Autogestion, révolution, non-violence

Table ronde avec Louis Besson (député P.S.), Robert Chapuis (P.S.U.), Roger Garaudy, Victor Leduc (P.S.U.), Marc Paillet, Jacques de Bollardière, Maurice Debrach et Jean-Marie Muller : un document qui a fait date...

Un premier article d'ensemble sur le Larzac. Contributions de Gisèle Halimi sur les luttes des femmes, et de Joseph Ki-Zerbo sur la violence en Afrique.

13/ Inde : non-violence d'hier et d'aujourd'hui

Articles sur Gandhi, Narayan. Regards sur l'hindouisme, analyses sur la situation politique et économique de l'Inde.

14/ (Numéro sans thème central)

Déséquilibres et gaspillages dans le monde : entretien avec Jacques Chonchol, ancien ministre d'Allende. Débats sur l'énergie nucléaire.

15-16/ Une non-violence politique

Il s'agit de la publication, en édition spéciale, du texte de base du M.A.N., plusieurs fois ré-édité depuis.

17/ Pour une autre défense

Table ronde CFDT-PSU-MAN sur la défense. Jo Djivélékian explique comment, travailleur de l'armement, il « lutte contre son gagne-pain ». Théodor Ebert (de Berlin) présente la défense civile comme seule défense vraiment démocratique.

18/ (Numéro sans thème central)

Désobéissance civile - La campagne anti-outspan en Hollande - Chavez parle de non-violence - L'Europe, puissance civile ou union militaire ?

19/ Amérique du Sud

Non-violence en Amérique latine. Helder Camara et Antonio Fragoso. L'évêque rouge de Riobamba. Les ligues agraires du Paraguay. Mystiques violentes et stratégie non-violente (Michel de Certeau).

20-21/ Une non-violence politique

Le texte du M.A.N. (voir n° 15-16) est commenté, critiqué, apprécié par 14 personnes, et notamment : Général Bécam, Jacques Ellul, André Jeanson, Alain Joxe, Pierre Parodi, Philippe Warnier, Paul Thibaud, Xavier Sallantin.

22/ Police, justice, prisons

Table ronde sur la justice avec des avocats et magistrats. Divers articles sur la police et sur la prison. L'expérience de Philadelphie en matière de sécurité non-violente dans un quartier chaud.

23/ La gauche et la force de frappe

Questions à la gauche sur la défense nucléaire. Articles de Claude Bourdet, Patrick Viveret et Jean-Marie Muller sur le rapport entre socialisme et armement nucléaire.

24-25/ Violence et agressivité

Avec Henri Laborit, Yves Pélicier, Jacques Sémerin, se précise la distinction entre violence et agressivité. Présentation des thèses de Franco Fornari et de René Girard.

Dossier Afrique du Sud : un an après Soweto.

26/ Non-violence aux Etats-Unis

Martin Luther King. César Chavez. Le mouvement de résistance à la guerre du Vietnam. Le mouvement ouvrier aux USA.

27/ (Numéro sans thème central)

Les leçons de Malville. Quelle non-violence sur le Larzac ?

Le ralliement de la gauche à l'arme nucléaire. Table ronde sur une défense populaire non nucléaire. Gandhi et Guevara.

Entretien avec Serge-Christophe Kolm.

28/ Nouveaux visages des impérialismes

La course aux armements. Les pactes militaires. La commission « trilitérale ». Entretien avec Pierre Naville. Défense populaire et luttes écologiques (Paul Virilio).

29-30/ Objection de conscience

Dossier très complet (historique, politique, juridique) qui sera remanié et publié en brochure par le M.A.N. sous le titre « Une objection politique ».

31/ Panorama des mouvements non-violents en Europe

Courts articles de présentation des non-violents en Allemagne, Angleterre, Belgique, Catalogne, Danemark, Hollande, Irlande, Suède et Suisse.

32/ Une non-violence méconnue : la dissidence en U.R.S.S.

Présentation des actions de résistance de Boukovsky, Pliouchtch, N. Gorbanevskaia. Survol historique de l'opposition en URSS.

Un essai de J. Van Lierde sur Tolstoi et Lénine.

33/ Défense populaire non-violente

La résistance non-violente des Tchèques (Prague 1968). Les raisons politiques de l'échec de cette résistance, expliquées par J.M. Muller.

Présentation du projet de recherche sur la défense civile qui est mené officiellement par le gouvernement hollandais. Non-violence et fascisme : le synarchisme mexicain.

Numéros 34 et suivants : voir à la fin de ce numéro. Rajouter cependant :

37/ Surarmement et sous-développement

Commerce des armes. Rôle des militaires dans le Tiers-Monde. Problèmes de reconversion.

Une présentation de la notion de « violence structurelle ».

Tous ces numéros sont épuisés. Ils peuvent cependant être consultés dans divers centres de documentation (comme le CUN du Larzac), au siège des plus anciens groupes non-violents (Orléans, Montargis, Paris, Lyon) ou au secrétariat de la revue.

En dix ans
la non-violence
a bougé.

Du ministre
au militant,
quels chemins ?
quelles approches ?

Non-violence : une "violence populaire" ?

ENTRETIEN AVEC Jean-Pierre COT,
ANCIEN MINISTRE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT

ANV : Comment percevez-vous la non-violence ?

Jean-Pierre Cot : Si vous définissez la non-violence comme une forme de désobéissance, alors la non-violence est certainement une arme importante. Dans des situations comme celle du Chili ou de la Pologne en ce mois de Juin 83, elle me paraît même la seule stratégie possible.

ANV : En quoi une non-violence stratégique peut être utile pour résoudre les problèmes du désarmement ?

J.-P. Cot : Il me semble qu'un pays comme la France ne peut pas compter seulement sur l'armement pour sa défense. Si non-violence veut dire résistance civile, c'est-à-dire mobilisation de la population pour sa propre défense, je crois que la non-violence comme forme de « violence populaire » peut faire partie d'une politique de dissuasion moderne. Il y aurait ici beaucoup à débattre.

Je dis bien stratégie de « violence populaire » en ce sens que chacun est concerné par la défense de la collectivité...

ANV : Vous définissez cette mobilisation y compris sous forme militaire, c'est-à-dire un « fusil pour chaque citoyen »...

J.-P. Cot : Le capitaine Brossolo avait écrit sur le sujet un essai intéressant sur la « non-bataille » (1) bien qu'il visât un corps de professionnels.

ANV : Alors pour vous, une politique de défense inclut la dissuasion nucléaire et une défense populaire à la fois armée et non-violente ?

J.-P. Cot : Pas exactement. Pour moi c'est une politique de défense et de désarmement. La France a un intérêt vital au désarmement parce que, d'une part, la paix dans le monde nous concerne tous et que, d'autre

part, en tant que puissance moyenne, nous avons intérêt à ce que les deux Grands respectent des règles du jeu définies au niveau international.

Je considère comme une grave erreur que de se draper dans une position néo-gaulliste en disant : le désarmement ne nous concerne pas. Au contraire, nous sommes directement concernés parce que nous sommes des « petits » dans la course aux armements. Je crois donc qu'il y a là une stratégie de désarmement à mettre en œuvre de toute urgence. Sur un second plan, il me semble en effet que la dissuasion nucléaire est la seule qui préserve à peu près notre indépendance, notre capacité de décision. Elle me paraît d'autant plus indispensable face à l'indifférence évidente des Etats-Unis à l'égard de la défense de l'Europe. Indifférence américaine qui me paraît traverser l'opinion publique américaine dans son ensemble, que ce soit à travers les propositions de « gel nucléaire » ou à travers la stratégie « guerre des étoiles » de Ronald Reagan.

(1) Capitaine Brossolo : *Essai sur la non-bataille*, Belin, 1975.

J'ajoute cependant que cette force de dissuasion française me semble avoir des effets pervers et que, en tout cas, elle n'a de sens que si la collectivité nationale se sent elle-même impliquée dans le processus de défense. On en revient donc à votre idée de « défense passive-active »...

maintenir l'équilibre de la terreur. Par exemple, il faut s'opposer en priorité au développement des armes anti-sous-marins, des missiles anti-missiles ou des fusées à têtes multiples qui affaiblissent la capacité de riposte et donc de dissuasion. Cela me paraît un moindre mal, à défaut d'être très réjouissant.

l'utopie c'est quoi ?

l'utopie c'est d'imaginer le pétrole distribué gratuitement



l'utopie c'est : les troupes s'occupant quittant le pays occupé.



ANV : Il nous semble pourtant qu'en 1978 vous affirmiez que la dissuasion nucléaire était en crise...

J.P. Cot : Je le crois toujours, mais je ne vois pas d'autres alternatives en dehors du désarmement. Même si la dissuasion est en crise, elle me semble indispensable. Il faut donc renforcer les moyens de la dissuasion, si possible à travers des accords de maîtrise des armements, consolider les piliers de la dissuasion, lutter contre la tendance destabilisatrice de la course aux armements et ainsi

ANV : Mais ne croyez-vous pas que cette crise de la dissuasion va se renforcer au point que cette doctrine sera dépassée si elle ne l'est déjà aujourd'hui ?

J.P. Cot : Il y a danger à cet égard. Et ce jour-là, nous aurons le plus grand mal à ne pas nous ranger sous l'aile du commandement de l'OTAN pour nous mettre en ordre de bataille... C'est pourquoi, encore une fois, je crois qu'il faut absolument se donner et maintenir les moyens de la dissuasion.

ANV : Qu'est devenu le projet de « Force de mobilisation populaire », cher au Parti Socialiste en 1978 ?

J.-P. Cot : Il a disparu et je le regrette. Il s'agissait d'une sorte de milice populaire qui ne pouvait avoir de sens que couplé avec une réduction du temps du service militaire.

ANV : Croyez-vous que, culturellement, le peuple français est prêt à ce genre de défense ?

J.-P. Cot : Je ne dis pas qu'il est prêt mais qu'il peut y être préparé. J'avoue que nous n'en prenons pas la direction puisque je constate une « déresponsabilisation » accentuée des Français sur les questions de défense.

ANV : Seriez-vous d'accord pour que des possibilités soient concrètement données à ceux qui cherchent une alternative à la défense actuelle ?

J.P. Cot : Il faut que le débat se poursuive parce que notre dissuasion peut être remise en cause à l'avenir de façon encore plus sensible. Or, nous ne nous préparons pas à cette éventualité. Et ce n'est pas en criant « dissuasion, dissuasion ! » que l'on y parviendra. Il faut donc que le débat soit ouvert, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

ANV : Pour ce qui nous concerne, nous préconisons la création d'un institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits. Appuyez-vous cette proposition ?

J.-P. Cot : Je pense que tout ce qui peut être recherché d'une alternative à la situation présente doit être encouragé.

ANV : Comment voyez-vous les rapports entre désarmement et développement ?

J.-P. Cot : Je trouve que le problème est très mal posé quand on dit : transférons au développement du Tiers Monde les sommes consacrées aux dépenses d'armement. C'est non seulement une procédure erronée mais aussi un piège, une illusion. On

en 1981 diverses déclarations sur la possibilité d'une reconversion partielle de notre industrie d'armements...

J.-P. Cot : Rien n'a été fait sur ce sujet et je le regrette. Il n'y a eu aucune volonté politique d'aller dans ce sens.

Je considère que nous avons besoin de vendre des armes si nous voulons avoir une industrie d'arme-



se dispense ainsi de poser les vraies questions, notamment la sécurité des pays du Tiers Monde et le non alignement de ces pays.

ANV : Il faut aussi envisager les conséquences économiques et sociales d'une réduction éventuelle des ventes d'armes. A ce sujet, Pierre Mauroy et Lionel Jospin avaient fait

ments nationale. Mais je pense que nous n'avons pas besoin d'en vendre tant ni d'en tirer gloire. C'est un point sur lequel je suis assez sévère vis-à-vis de la politique du gouvernement de la gauche.

Propos recueillis par Christian Mellon et Jacques Sémerin à Paris le 22 juin 1983

En venant du pacifisme

Jean Authier :
48 ans
Postier
CFDT

Tout a commencé le jour où j'ai franchi pour la première fois la porte de Louis Lecoin. J'ignorais, à l'époque, que ma vie allait être totalement bouleversée...

Il y aura bientôt 20 ans de cela et je me souviens : Lecoin n'est pas quelqu'un que l'on oublie.

Le déclic avait été la lecture d'un article de Jérôme Gauthier dans le *Canard Enchaîné* : « Il faut aider Louis Lecoin », écrivait le brillant pamphlétaire. Alors, je ne sais plus pourquoi — sans doute la fibre sensible sévissait-elle déjà ! — je me suis senti interpellé et j'ai foncé vers ce 5^e étage de la rue Albert, que je devais gravir ensuite des milliers de fois.

Lecoin était bien là, attentif, ses grands yeux clairs au fond des miens; son langage, pétri dans la solitude et dans l'épreuve, était simple, précis, convaincant; j'étais terriblement ému: « Le combat pour la paix est porteur des joies les plus fortes, il suffit à embellir une vie, me dit-il entre autres choses, si vous voulez m'aider, revenez quand vous vou-

dit de lui: « C'était un moment de la conscience humaine », d'autres le dépeindront « tout petit et immense » ou comme « un homme qui honore les hommes ». On n'en finirait pas de citer les actions qu'il a animées: la campagne Sacco-Vanzetti, le sauvetage des anarchistes espagnols Ascaso, Durutti et Jover, le tract « Paix immédiate », la lutte contre Franco

Il émanait de lui une telle force morale, une telle foi en l'homme, que ses proches s'en trouvaient transcendés. Ce fut aussi mon cas...

Lecoin m'a fait comprendre le « poids » des actes: « Aucun effort n'est jamais perdu », disait-il souvent. Dernier des grands anars, il n'avait qu'un seul maître, sa conscience, et un seul but: lutter contre sa vieille ennemie, la guerre.

Il était capable, entouré seulement d'une poignée de proches, d'animer des actions d'ampleur nationale. C'était un organisateur né, d'une lucidité étonnante. On pouvait ne pas être toujours d'accord avec lui, mais on ne pouvait rester indifférent à ses intuitions généreuses et prophétiques, sa personnalité hors du commun et sa confiance absolue dans la force de son idéal.

C'est près d'un tel bonhomme que j'ai eu la chance de faire mon apprentissage de militant. J'ai beaucoup écouté et beaucoup appris en peu de temps. Lecoin, qui avait fait don de sa vie à la « cause », était pour lui-même de la plus grande exigence, mais il n'attendait des autres que ce qu'ils pouvaient donner, s'inquiétant en permanence de leur vie familiale... Sans doute redoutait-il pour ses amis ce qu'il n'avait pu éviter personnellement: priver les siens de sa présence. Cette délicatesse ne m'empêcha pas d'accorder bientôt le meilleur de mon temps à Louis et à son journal *Liberté* dont j'étais devenu un des rédacteurs.

J'ai eu la joie de seconder le vieux lutteur lors de sa dernière campagne pour le « Désarmement Unilatéral de la France ». Cette action, nous l'avons menée à bout de bras à quelques-uns. Notre journal *Liberté* et deux brochures, tirées à des centai-



drez ». Je reviendrai, bien sûr, toujours, et chaque fois avec le même plaisir: on ne résistait pas au charme de « petit Louis », comme l'appelait affectueusement Bernard Clavel.

Authentique militant libertaire, Lecoin a consacré son existence au service de la justice et de la paix. Pour abattre le militarisme et la guerre, il a passé 12 années de sa vie en prison, souvent dans les pires conditions. L'homme était d'une pureté, d'un courage et d'une volonté hors du commun. Georges Pioch a

et le fascisme: tout cela c'est Lecoin, et aussi cette campagne pour arracher le statut de l'objection de conscience, à 74 ans, terminée par une grève de la faim à mort qui avait bouleversé la France du cœur. Après 21 jours de jeûne total, et alors qu'il entrait dans le coma, De Gaulle avait cédé: « Je ne veux pas avoir la mort de Lecoin sur la conscience » avait lâché le général!

On ne pouvait côtoyer longtemps un être de cette trempe sans être, soi-même, profondément transformé.

itinéraire

nes de milliers d'exemplaires, nous servaient de supports... Nous avons sonné à toutes les portes — y compris celles des parlementaires — parcouru des milliers de kilomètres pour aller diffuser les brochures... Entreprise folle que celle de vouloir désarmer unilatéralement un pays traditionnellement guerrier! Nous y croyions pourtant : avec Lecoin, on ne pouvait douter ; lui vivant, tout était possible. Ce qu'il voulait, en fait, c'était enclencher une dynamique de paix en provoquant un premier geste : le dépôt d'une proposition de loi pour le désarmement de la France. Ensuite, pensait-il, il ne serait plus possible à quiconque d'arrêter la « mécanique ».

Malgré une cécité presque totale et la maladie, il resta fidèle à cette idée et mena le combat jusqu'à son dernier jour. Sa mort, en juin 1971, me bouleversa et me laissa désemparé...

Chez les pacifistes intégraux

Lecoin, sur son lit de mort, avait demandé à ses amis de continuer la Campagne pour le Désarmement Unilatéral de la France au sein de l'Union Pacifiste. Nous y sommes donc allés, certains avec quelques réticences, personnellement avec une foi intacte dans l'opportunité du combat engagé. Mais je devais rapidement déchanter : il y avait un gouffre entre l'ambition de notre projet et les forces militantes dont nous disposions. Surtout, Louis n'était plus là pour nous insu-

fier son enthousiasme inlassable et ce « brin de folie » qui lui avait permis maintes fois de « renverser des montagnes » !

Il n'était pourtant pas question d'abandonner.

Je pensais alors au mouvement ouvrier, aux syndicats — souvent décriés — mais qui demeurent la seule force organisée des travailleurs.

Je pensais aussi aux non-violents qui essayaient, à l'époque, de se regrouper.

Avec l'accord de l'Union Pacifiste, j'écrivais « Les Travailleurs face à l'Armée », une brochure dont le but était de sensibiliser les confédérations ouvrières aux dangers du militarisme et de leur proposer deux alternatives : l'étude de la reconversion des industries d'armement et la recherche de formes de défense non armées.

Grâce à la presse — Jérôme Gauthier, toujours fidèle, dans le *Canard et Cavanna*, en particulier — les brochures s'enlevèrent. Les syndicalistes acceptèrent de discuter...

Mais, pour discuter, il faut être deux. Et je devais me rendre à l'évidence : les pacifistes, seuls, n'étaient pas aptes à faire front. De par le nombre de leurs militants trop réduit d'abord, mais aussi de par la faiblesse de leur argumentation. On ne peut sérieusement combattre le militarisme en niant le problème de la défense et sans proposer d'alternative crédible à la force des armes. Face aux dangers d'un coup d'Etat interne ou de menaces internationales, les bons sentiments ne sauraient suffire, pas plus que la violence des sarcasmes.

La défense populaire non violente m'apparaissait plus que jamais comme le complément indispensable rendant possible le désarmement.

Encouragé par l'approbation unanime qu'avait soulevée notre initiative vers les travailleurs et par les premiers contacts avec Jacques De Bollardière et Jean-Marie Muller, je décidai alors de réunir, au sein d'un même groupe de travail, des pacifistes, des non-violents et des militants intéressés par cette aventure. Ainsi naquit le groupe « Action Non Violente » dont le rôle était d'intervenir auprès des syndicats et d'animer des débats publics. Soutenus par Eugène Descamps, nous avons pu rencontrer les responsables de la CFDT qui acceptèrent de diffuser dans leur organisation un dépliant : « Syndicalisme, Non-Violence et Pacifisme », présentant les alternatives de la non-violence. Simultanément, des syndicalistes acquis à notre démarche nous permirent d'organiser — dans la Manche, en Lorraine mais aussi dans la région parisienne — plusieurs débats publics au succès prometteur. A Créteil, il y avait 400 personnes lors de la première rencontre, 700 à la seconde. Pour la troisième, à laquelle participait Edmond Maire, 300 personnes n'avaient pu entrer dans la salle.

Le fait de travailler ensemble rapprochait les pacifistes et les non-violents qui venaient pour la plupart de s'organiser au sein du MAN. Un immense espoir m'habitait : rendre enfin possible l'alliance tant attendue des forces de la paix, éviter le gaspillage des moyens et des énergies, donner tout son poids au combat contre la guerre.

Hélas, certains « pacifistes », davantage préoccupés par l'intérêt de leur groupe que par celui de la lutte

pour la paix, ne permirent pas la poursuite d'une expérience passionnante. Une parodie de congrès rendit tout travail commun impossible et brisa plusieurs années d'efforts. Le contact direct avec les syndicalistes de la base était stoppé pour longtemps. Tout comme était stoppée une dynamique unitaire, syndicalistes-non-violents-pacifistes, que rien ne semblait devoir arrêter. Le sectarisme et le désir de dominance sont des maux difficiles à combattre. Ils n'épargnent hélas aucun milieu.

Militant du MAN et du 103

Ecœuré, déçu, je décidai de me retirer « dans mon trou »...

Et j'y serais peut-être encore sans quelques amis. Quand on a la fibre militante, on ne résiste pas à certains appels. Jacques de Bollardière, qui m'avait fait confiance depuis le début, fut ce compagnon simple, délicat et persuasif qui me « remit dans le coup » au sein du Comité de Coordination du MAN où il était lui-même.

Au MAN, je trouvais enfin ce que je m'étais efforcé de faire accepter par les pacifistes et qui rendait nos thèses crédibles : des propositions alternatives s'incluant dans un projet politique cohérent. Je trouvais aussi l'action concrète dans une ambiance chaleureuse et franche... comme un avant-goût de cette autogestion tant désirée mais si peu vécue.

En 1976, après un bref passage au MAN-Colombes, que nous avions créé à quelques-uns, je fus muté à Toulouse par mon administration ; j'y

trouvais le 103, un groupe non violent qui venait d'adhérer à la jeune fédération du MAN. Le 103, qui avait connu son heure de gloire dans les années 70, traversait une passe difficile. En juin 1978, le départ de notre demi-permanent pose le problème de la survie du groupe. En septembre, nous nous réunissons à trois pour voir s'il faut ou non mettre la clef sous la porte. On décide de lancer un ultime appel pour essayer de « repartir » ; une convocation est tirée, expédiée et, au jour dit, nous avons la surprise de voir arriver une quinzaine de personnes décidées à « continuer » : le 103 vivra ! Et il vivra bien, le bougre, augmentant au fil des ans le nombre de ses cotisants et devenant cette merveilleuse équipe de copains, pour moi irremplaçable, qui trace les voies d'une nouvelle militance.

Militer : oui mais...

Car, depuis l'époque-Lecoin, mon militantisme a évolué. Certes, je ne renie rien du passé, mais je ne suis plus celui qui veut tout faire et qui « fonce » sans regarder autour de lui, bousculant même ses proches, pour « réussir le coup décisif »... Bien sûr, j'ai conservé mon goût pour le travail bien fait et l'organisation ; je pense que, sans obstination, il n'y a pas d'action durable possible, mais j'ai peu à peu infléchi ma démarche militante en l'« humanisant » : heureux effet de rencontres marquantes et d'une non-violence plus quotidienne. Je refuse désormais — pour moi et pour les autres — le rôle de leader,

profondément contraire à l'intuition autogestionnaire ; j'essaie de me « fondre » dans le groupe pour en être un simple militant, faisant sa part de travail, vivant les préoccupations et les joies des autres. Je ressens cette démarche difficile comme profondément saine et porteuse de joies authentiques. La non-violence, dans mon esprit, n'a d'avenir que si elle élimine les meneurs pour devenir une pratique habituelle et collective.

Nous avons dépassé, au 103, le temps des gens « indispensables » et je suis heureux d'y avoir contribué. La pratique nous a appris à décider ensemble, à partager les responsabilités et les tâches car il n'y a de bon pouvoir que partagé, de bonne décision que collective ! Il faut, pensons-nous, assumer les erreurs, les tâtonnements : une décision contestable, prise collectivement et vécue par tous, est préférable à une autre meilleure mais prise par un seul. Cette pratique du partage, qui laisse une large place à la créativité, aux rapports humains, au plaisir et à la fête, préfigure un autre type de société où la dominance fera place à l'imagination et à la complémentarité et où le qualitatif l'emportera sur le quantitatif. Vous savez, ce fameux « nouveau palier » vers la civilisation humaine à laquelle nous aspirons !

Voilà le militantisme en prise directe sur la vie, je dirai presque « ordinaire » que je veux vivre désormais... et, j'espère, pour de longues années encore...

Mutance

Après une éducation de « tradition catholique » (baptême et communion paroisse que ce sont des étapes importantes dans la vie sociale et non dans une vie de foi), je deviens très vite une « athée tranquille ». Mes années à la Faculté des Lettres de Nice — de 68 à 70 — me marquent sans doute profondément sans que je m'en rende compte tout de suite, à travers deux faits principaux :

— mai 68,

— la présence d'un groupe de chrétiens actifs, engagés qui proclament et vivent leur foi.

Dès cette date, foi et politique sont liées pour moi sans que je sache ce qu'on peut mettre sous chacun de ces mots.

1971 : je change de lieu, me retrouve à l'ENSET à Cachan. Je me laisse attirer par une affiche d'aumônerie. Je viens « voir » par curiosité. Le prêtre responsable est en lien

avec le P.S.U. ; toutes les semaines, je pressens sans pouvoir nommer le Dieu qui m'attire. Il y a là, simplement, des gens qui vivent ce qu'ils disent même si je ne sais pas s'ils ont raison dans ce qu'ils disent et dans ce qu'ils vivent. Dans le jargon utilisé, j'apprends que Jésus est « l'homme qui a réalisé une parfaite concordance entre le « dire » et le « faire ». C'est sûrement ce qui m'a guidée : une recherche personnelle et une attirance vers ceux qui ont le courage de dire, parce qu'ils ont le courage de faire, à l'inverse d'une vision caricaturale de l'Eglise et des milieux politiques : « faites ce que je vous dis et non pas ce que je fais ».

1973 : une communauté prend en charge l'aumônerie. J'y découvre la prière que j'accepte parce qu'elle est le fait, là encore, d'hommes « debout », militants, actifs, qui réalisent pleinement l'équilibre entre « contemplation » et « action » dans un vocabulaire que je ne maîtriserai que plus tard. Je dis « oui » à Dieu.

Claudine Houard :
34 ans
Professeur de français
Engagement communautaire

Et si c'était vrai... ?

Cette même année, au cours d'un groupe biblique, je me surprends à défendre avec passion le point de vue de la non-violence sur un problème d'actualité. Où en avais-je entendu parler ? En y réfléchissant après coup, le seul souvenir était d'avoir lu, quelques années auparavant, en terminale, La Force d'aimer, de Martin Luther King. Peut-être aussi y avait-il une « ambiance », un climat favorable à cette découverte ? Quoi qu'il en soit, je me dis soudain : « je ne peux parler de ce que je ne connais pas. J'y « crois » intuitivement mais je ne sais pas de quoi je parle. Et si c'était vrai... ? Renseignons-nous ». Hasard, bouche à oreilles, je découvre d'abord l'U.P.F. qui me donne un certain nombre de renseignements sans me satisfaire pleinement. Puis je découvre ce qui est alors « le groupe César Chavez » et c'est le début d'une longue aventure. Des amis étudiants s'engagent dans

Hannah ARENDT

La violence ne saurait être rationnelle que si elle se fixe des objectifs à très court terme. La violence est incapable de soutenir des causes, de conduire la marche de l'histoire, de promouvoir la révolution, de défendre le progrès ou la réaction... En fait, la violence, à l'encontre de ce dont ces prophètes s'efforcent de nous persuader, est beaucoup plus l'arme des réformes que celle de la révolution... Lors même que la violence se propose simplement d'atteindre des objectifs à court terme dans le cadre d'une idéologie non extrémiste, le danger n'en demeure pas moins que les moyens prennent le pas sur la fin... La pratique de la violence peut changer le monde, mais il est infiniment probable que ce changement nous conduise vers un monde plus violent.

Du mensonge à la violence, Calmann-Lévy, 1972, pp. 190-191.



non-violence doit avoir un sens, elle doit avoir une efficacité qui entre en compte avec l'efficacité de la violence dans le monde.

Paul RICŒUR

(Histoire et Vérité, p. 230-243).

le combat de l'objection de conscience et, avec eux, nous constituons un petit groupe local d'information et d'action : sensibilisation des autres étudiants, affiches, rencontres, tracts, expositions : c'est une période de militance « euphorique » où nous essayons d'être « inventifs », de nous former entre nous et de former les

autres. Pour moi, cela est toujours parallèle à un approfondissement de la foi. Je dis bien « parallèle » car l'osmose n'était pas consciente. Certes, l'Evangile me guidait dans ce que j'appelais « non violence » mais c'était toujours de l'ordre de l'« intuition », du « senti ».

Mutation et enracinement

Le groupe César Chavez évolue et fait place au MAN qui se caractérise dans mon esprit par un aspect politique plus nettement marqué et par le choix de ne pas « inscrire » dans

itinéraire

les statuts du mouvement les racines spirituelles même si, individuellement, plusieurs membres se reconnaissent croyants. Sur le coup, cette évolution me satisfait par son souci de structuration et de crédibilité et par l'ouverture aux non-croyants. Dire qu'un non croyant peut être non-violent me semble alors une évidence.

Dans ma vie aussi, je prends une décision : celle de partager la vie de la communauté que j'ai évoquée précédemment. Rassemblés par la prière, laïcs et religieux, hommes et femmes essaient d'y faire vivre un « lieu de vie évangélique », de dire aux gens à la manière des Evangiles « viens et vois » ; un lieu où l'on croit que les aveugles peuvent voir, les boiteux marcher et que si nous avions de la foi « grand comme un grain de sénévé... ». A nouveau, une pratique en accord avec le discours. Et là, chaque jour, des cas concrets, les jeunes des cités proches, leur violence verbale et physique, leur besoin d'affection et de confiance. Ce sont eux qui ont continué et qui continuent à me convertir à Dieu, à la non-violence si la non-violence est « force de l'amour », l'amour vrai qui n'évite pas les conflits, qui lutte, qui s'oppose mais sans jamais désespérer de la personne, sans jamais croire qu'une situation soit sans issue. Alors oui, découverte de Dieu comme une brèche, comme capables de trouver une autre solution quand on est enfermé dans une alternative apparemment sans issue. Découverte de ce Jésus qui refuse les questions-pièges à propos de la femme adultère ou de l'impôt dû à César. Et puis, dans la nécessité de trouver du travail pour tel ou tel copain, ou de comprendre le complexe système judiciaire dans lequel tombe tel ou tel, naît et se développe une réflexion sur les ins-

titutions et sur la nécessité de résister aux « lois injustes ». Devenue professeur, aimant mon métier et aspirant à la cohérence, une réflexion sur le système éducatif et sur l'Eglise n'était pas exclue car non-violence bien ordonnée commence par soi-même...

Et aujourd'hui... ?

Une souffrance persistait au cœur de cette joie : la nécessité du dépannage au coup par coup rendait de plus en plus difficile une vision globale des choses et, en fait, cette analyse dont je parlais précédemment. Ou du moins, elle ne pouvait plus s'accompagner d'une pratique militante. S'il faut donner des étiquettes, je passais de la militance à la mutance tout en sachant que les deux étaient nécessaires. Je m'éloignais du MAN, consciente que la non-violence, si elle n'était liée à aucune religion, nécessitait une vie intérieure forte, une prise en compte de la dimension spirituelle de l'être humain.

Après six années de communauté à Cachan, je vis depuis deux ans

dans une autre communauté sur mon lieu de travail : une vie de prière avec d'autres, une maison qui se veut ouverte aux élèves et anciens élèves fréquentant le lycée, préparant un CAP ou connaissant la vie active et ses aléas. Je n'ose plus aujourd'hui me dire « non-violente » comme dans ma période de « militance euphorique ». Je sais que c'est une dimension qui reste pour moi fondamentale et qui est à construire chaque jour dans l'abandon à Dieu. Je sais que Lui seul peut accueillir celui qui passe et que je ne peux que prêter ma voix ou mon regard. Je sais que pour supporter les situations de violence et de souffrance avec fermeté et paix, il faut Son amour. Je crois à la contagion de la « porte ouverte », à une vie simple mais une fois encore en harmonie avec ce qui se dit : entraide, partage... etc. Et si je crois à la force de l'amour, un amour en actes, un amour inventif, un amour que rien n'enferme, je crois sûrement à la non-violence.

Extrait de l'ordre de la division n° 6.

Depuis quarante-six jours, la 4^e D.C. est sans repos devant l'ennemi. Malgré des fatigues sans précédents, des nuits sans sommeil et des privations imposées par les difficultés inhérentes aux ravitaillements des armées nombreuses et, en particulier, des troupes à marche rapide, officiers, sous-officiers, brigadiers et cavaliers ont tous supporté avec un entrain et une bonne humeur qui donnent la mesure de leur haute valeur morale.

Ils en ont été récompensés par le général en chef qui leur a fait savoir qu'ils avaient bien mérité de la patrie.

Le Général commandant la 4^e D.C.,

Signé : ABONNEAU.

Sortir la non-violence du domaine de la défense

Positiver les conflits

A la sortie de l'adolescence, j'ai été attirée par la non-violence comme philosophie humaniste ; j'ai pris contact avec le Mouvement Lyonnais d'Action Non-Violente qui commençait à se structurer. A cette époque, j'ai eu l'occasion de faire un stage d'été organisé par la communauté de l'Arche.

Dans un premier temps, j'ai été séduite par leur mode de vie et la façon dont ils vivent la non-violence au quotidien dans les rapports interpersonnels. Mais après réflexion, j'ai l'impression que, pour ceux qui se réclament de l'esprit de l'Arche, la

non-violence est assimilée au non-conflit ; alors que je crois de plus en plus que le conflit est quelque chose de positif, qu'il faut arriver à traiter le conflit de façon non-violente. On parle beaucoup en ce moment d'éducation à la paix, d'éducation à la non-violence ; je crois qu'en tant que non-violents, on n'a pas grand chose de neuf à dire dans le domaine psychologique, pédagogique, sauf justement sur la possibilité de positiver les conflits avec les enfants.

Pour en revenir aux gens qui se réclament de l'Arche, tout paraît aller de soi, pour eux ; il n'y a pas de remise en cause des choses. Je reconnais à cette non-violence-là un puissant effet de témoignage qui peut,

Yvette Bailly :
27 ans
Assistante sociale
MAN - CFDT

peut-être, avoir un effet de boule de neige, mais qui ne peut lutter contre les causes profondes de l'injustice et ne peut donc amener un changement profond de la société. Par contre, je me retrouvais tout à fait dans la démarche du MAN-Lyon qui, à cette époque, participait à la rédaction d'un texte d'orientation politique.

On parle de non-violence dans le monde

Je suis frappée et je me réjouis du fait que l'on parle de plus en plus de non-violence comme d'une force d'organisation, de lutte de libération,

notamment en Pologne, au Chili, au Pakistan ; même Benigno Aquino qui vient d'être assassiné avait laissé un message allant dans ce sens. Et pourtant, ces luttes mettent en jeu des rapports politiques et sociaux face à des Etats forts.

En France, aussi, quelques petits indices montrent que la non-violence commence à avoir « droit de cité » ; au niveau du vocabulaire par exemple : autrefois, les média parlaient de résistance passive, aujourd'hui, ils emploient le terme de résistance active. Le succès du film « Gandhi » ne peut pas s'expliquer seulement par le fait que c'était un beau film, bien joué, mais aussi par son sujet qui interroge actuellement.

En France, cela reste marginal

Si en France, la non-violence a du mal à déboucher dans les luttes sociales, il me semble que c'est lié au fait que, traditionnellement et historiquement, les non-violents se sont quelque peu limités à la lutte contre le militaire. Dans les premières années du MAN, il y avait une réflexion sur l'utilisation des moyens non-violents dans les luttes sociales (grèves de loyers, campagne anti-Outspan, ...), une volonté de réfléchir sur les liens entre non-violence et syndicalisme. D'ailleurs, à l'époque, on se définis-

sait plus comme révolutionnaires non-violents que comme non-violents révolutionnaires.

Les militants de gauche restent nos interlocuteurs

Il me semble aussi que le MAN a un peu oublié un de ses objectifs qui est l'interpellation et le travail avec les autres organisations de gauche. En 75-78, lorsque l'extrême gauche était plus importante, le MAN-Lyon avait des contacts avec les autres organisations ; nous étions présents



ensemble dans les comités de soutien à l'Espagne, au peuple corse ; avec le comité anti-Outspan où nous dénoncions l'apartheid en Afrique du Sud et les liens qui unissent la France à ce pays ; avec la lutte du Larzac, nous avons pu interpeller les organisations sur la stratégie non-violente. Par ce contact avec des gens politiquement très formés, nous étions poussés nous-mêmes à faire des analyses bien plus fines et bien plus politiques que maintenant. Nous réfléchissons beaucoup plus sur les liens entre socialisme et non-violence, marxisme et non-violence. Les tout premiers numéros d'*Alternatives* reflètent bien cette réflexion.

On avance d'un côté...

Un mouvement assez large a appuyé la campagne pour la modification de la loi sur l'objection de conscience. Un nouveau statut a été voté, qui ne nous satisfait pas entièrement, mais il permet à tous de connaître cette possibilité de lutter contre l'armée. Il faut surtout remarquer qu'il y a quelques années, le MAN était seul à demander la modification de la loi.

La campagne pour la création d'un institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits et la réflexion sur la reconversion des usines d'armements montre que ces idées font leur chemin et commencent à être prises en considération dans des milieux qui, traditionnellement, ne sont pas ouverts à la non-violence. Il est important de continuer à discuter des alternatives à la Défense actuelle avec d'autres organisations, notamment la CFDT.

... on recule de l'autre

Si le MAN est offensif pour la mise en place d'alternatives à la Défense et qu'il est pris au sérieux pour ce sujet là, il délaisse un peu la lutte contre la militarisation en tant que telle et c'est dommage. Du temps du gouvernement précédent, nous aurions organisé une riposte à un accord comme celui qui a été signé par Hernu et Savary. De même pour l'envoi des paras au Tchad. Peut-être ne sommes-nous pas assez offensifs pour tout ce qui nous est imposé au jour le jour. Nous prenons du retard dans le travail de conscientisation des gens face à la militarisation de la société et dans l'étude des moyens pour lutter contre elle.

Il faut dépasser le pacifisme

Et le problème du pacifisme ? Je ne reviens pas sur les différentes causes de la faiblesse et de la division du mouvement de paix, pour le désarmement et contre l'arme nucléaire (raisons exposées notamment par Philippe Warnier dans ce numéro). La lutte pour le gel nucléaire pose le problème du travail en commun entre les différents mouvements de paix. A partir d'actions de sensibilisation, comme le fait par exemple Artisans de Paix, on fait prendre conscience du problème de l'armement de la France à monsieur tout-le-monde. Mais comment ensuite, avec ces gens nouvel-

lement et partiellement conscientisés, créer un véritable mouvement non aligné pour le gel unilatéral ?

La non-violence contre le racisme et l'insécurité

Enfin, il me semble que le MAN a intérêt à s'ouvrir à d'autres domaines plus larges que le militaire, afin de toucher et de promouvoir davantage l'idée de non-violence dans un autre public. Au sein du MAN-Lyon, nous essayons d'analyser, sans prétendre trouver de solutions, le problème de l'insécurité et de la délinquance. Je comprend qu'on souhaite voir les jeunes immigrés utiliser des moyens non-violents pour faire aboutir leurs revendications de justice raciale, et je crois que c'est la seule possibilité de rompre l'escalade de la violence. Mais il me semble tout aussi important de savoir comment, en tant que Français, nous pouvons lutter contre le climat d'insécurité, et notamment en contrôlant notre police. Là aussi, des contacts privilégiés devraient être noués avec les syndicats de police de gauche.

Enfin, dans le climat actuel de racisme et de crise économique, il va falloir convaincre des personnes de gauche de plus en plus nombreuses qui commencent à douter de l'intérêt d'une société multiraciale pour la France.

Que la marche pour l'égalité Marseille-Paris soit l'occasion de montrer cette dynamique.

LA RECHERCHE MILITAIRE FINIT TOUJOURS
PAR AVOIR DES RETOMBÉES CIVILES..



Tsar NICOLAS II

Des centaines de millions sont consacrés
à acquérir de terribles engins de destruction,
lesquels sont destinés

— bien qu'ils soient considérés aujourd'hui
comme le dernier mot de la science —
à perdre toute valeur
à la suite de quelque nouvelle découverte
dans le même domaine...

Il apparaît évident que,
si cet état de chose se prolongeait,
il mènerait inévitablement au cataclysme même
qu'il est censé prévenir,
et dont les horreurs font frémir d'avance.

(Communication aux diplomates, 1898.)

En marche vers la non-violence

Bernard BOUDOURESQUES

Prêtre

Ingénieur pendant 30 ans
au Commissariat à l'Energie
Atomique

Membre du CODENE.

Je ne suis pas encore un adepte des méthodes non-violentes pour la résolution des nombreux conflits auxquels la vie me confronte. Je participe peu à des actions non-violentes. Je n'arrive pas à trouver immédiatement une réponse « non-violente » pour mettre fin à des guerres, des conflits, des luttes entre des peuples, notamment quand ceux-ci prennent les armes pour supprimer une dictature ou empêcher une main-mise étrangère. Et pourtant, j'ai l'intime conviction que c'est dans la voie de

la non-violence que se trouve le sou-
basement solide et durable de la
construction d'un monde en paix.
Si, souvent, je critique intérieurement
mes amis non-violents qui semblent
sereins et sûrs de la vérité de cette
voie et qui s'expriment parfois avec
une violence verbale trop contrai-
gnante, je continue à chercher et à
me mettre en marche... Je me sens
en permanence interrogé par les dif-
ficultés de vivre ensemble ; la lecture
d'Alternatives non violentes m'aide,
me provoque, me pousse à sortir de
mes certitudes, de mon confort.

Pendant la guerre d'Algérie, j'ai pu
vivre intensément une forme de soli-
darité avec la lutte d'un peuple pour
son indépendance. Entre autres, j'ai
aidé à se loger de nombreux militants
du F.L.N., tout en mettant mon appa-
tement à leur disposition. A ma place,
j'ai surtout voulu faire comprendre la
vérité de leur lutte en divulguant
leurs positions politiques. Mes amis
algériens ne m'ont jamais demandé
de transporter des armes ; mais, tout
en dénonçant certaines méthodes
employées en Algérie comme la tor-

ture, tout en faisant connaître autour
de moi les droits du peuple algérien,
j'étais complètement solidaire de leur
lutte armée pour leur indépendance.
Mon action non-violente était une
aide indirecte à leur lutte armée de
libération. Comment faire autrement ?

J'ai milité depuis de nombreuses
années contre les mécanismes et les
structures qui poussent les hommes à
se détruire : le colonialisme sous tou-
tes ses formes d'oppression économi-
que, l'armement atomique et spécia-
lement la force atomique française,
le commerce des armes... Mais com-
ment empêcher un peuple humilié,
mis en esclavage, de recourir à la
lutte armée pour retrouver sa dignité,
comment empêcher un gouvernement
d'acheter des armes pour assurer la
sécurité de son pays, alors qu'en
France la majorité des habitants
reste passive sur le développement
de l'armement nucléaire ?... Ces inter-
rogations, si elles restent encore
pour moi sans réponse, m'ont poussé
néanmoins à explorer avec plus d'ar-
deur la voie de la non-violence. Tous
ces changements politiques et éco-

interview

nomiques constatés après des guerres auraient-ils pu être obtenus par un autre chemin ? Ces victoires bâties sur des monceaux de cadavres d'hommes innocents provoquent une amère sensation d'échec : la non-violence s'est alors imposée à moi comme la seule « technique » à mettre en œuvre pour empêcher et arrêter les conflits. N'est-elle pas la méthode d'action qui permette à chaque peuple de prendre en main son destin, et à chaque homme de devenir « libre » sans détruire l'autre ?

La lecture d'Alternatives non violentes m'a beaucoup aidé : cette revue n'est pas directive ; elle informe, propose, relate des expériences de lutte non violente ; c'est une revue « ouverte » ; elle ne cherche pas à convaincre : mais plutôt à inquiéter, à interroger ; elle incite non à la facilité mais à l'effort. Elle nous pousse à créer, à inventer. Cette revue nous remet en question, nous ouvre des horizons nouveaux. En la lisant, un militant de la paix, s'il ne veut pas être esclave d'une idéologie, trouve la possibilité d'élargir son regard.

De plus A.N.V. a déjà aidé tous ses lecteurs à prendre conscience d'une question fondamentale pour l'avenir de notre pays : quel type de société allons-nous bâtir ? Je souhaite que la revue continue les réflexions sur ce thème. Vivant dans un pays industrialisé « riche », habitués à « consommer » de plus en plus, nous devons inventer un mode de vie solidaire du Tiers-Monde, qui supprime toute la violence et l'oppression que nous leur faisons subir depuis des siècles : violence d'une guerre économique qui nous permet de structurer notre bien-être sur l'exploitation de leurs ressources et qui les empêche de résoudre par eux-mêmes les problèmes de nutrition, de santé..., violence de la course aux armements, qui nous

permet d'avoir des rentrées de devises importantes en vendant des armes à ces peuples, ne leur permettant pas ainsi de définir par eux-mêmes leur propre mode de développement. Nous sommes indirectement responsables de la mort de nombreux habitants du Tiers-Monde. Comment orienter notre mode de vie, axé sur un développement technologique très poussé, sans qu'il « détruisse » l'initiative de tous les citoyens, sans qu'il « opprime » tous les marginaux, sans qu'il « fasse violence » au Tiers-Monde ? Comment construire une société où les étrangers, les immigrés

puissent s'épanouir, avoir les mêmes droits que nous, sans que ceux-ci aient été obtenus par la violence ?

Désarmement, libération économique, nouvel équilibre de l'homme avec la nature et avec ses voisins, ... à réaliser sans violence, que de sujets qu'A.N.V. a déjà traités depuis 10 ans. Qu'il continue à le faire, pour dynamiser et donner un motif d'espérance à tous ceux qui croient que tout homme doit être respecté parce qu'il a une valeur éternelle.

Pour l'homme et pour la paix

Entretien avec Jacques GAILLOT,
évêque d'Evreux.

A.N.V. : Jacques Gaillot, vous êtes l'évêque du diocèse d'Evreux. Des journaux ont parlé de vous au mois de mars 1983, après le procès d'un objecteur de conscience, Michel Fache, insoumis à l'ONF, procès auquel vous avez assisté. Qu'est-ce qui vous a incité à vous montrer solidaire de cet objecteur ?

Jacques Gaillot : Michel Fache est venu me rencontrer avant le procès pour m'expliquer le sens de sa démarche d'objecteur. J'avais également reçu des tracts et j'étais au courant de la démarche des groupes du MAN qui existent dans le diocèse d'Evreux. Il faut aussi dire que j'étais déjà sensibilisé à la non-violence et à l'objec-

tion de conscience. J'ai pensé que la démarche de Michel Fache mettait bien en valeur la nécessité d'une alternative à la défense armée. Il m'a expliqué clairement qu'il désirait l'existence d'un temps qui puisse être vraiment utile à notre pays et à l'organisation de sa défense. Il ne s'est pas insoumis à l'ONF pour le plaisir, mais pour faire rebondir la question fondamentale d'une préparation à la défense populaire non-violente.

J'étais déjà assez acquis à ces idées et, sans qu'il me le demande, je lui ai dit que je pensais assister à son procès. J'y suis donc allé. Il y avait beaucoup de monde, surtout des jeunes d'Evreux, de Rouen... Evidemment ma présence n'est pas passée inaperçue. Le lendemain dans les journaux, il était mentionné que l'évêque d'Evreux avait été présent à ce procès.

ANV : Quelles sont les réactions locales que votre prise de position a suscitées ?

J. Gaillot : Il y a eu des réactions enthousiastes venant de jeunes et des réactions d'étonnement et de désapprobation émanant du monde militaire, de la magistrature, de certains médecins...

ANV : Comment est-ce que vous vous êtes situé par rapport aux militaires chrétiens qui n'ont pas approuvé votre démarche de solidarité pour Michel Fache ?

J. Gaillot : Ceux qui m'ont écrit ou qui sont venus me voir m'ont signifié leur désapprobation totale. Je n'avais jamais reçu de lettres aussi insultantes. J'en fus vraiment surpris. Ce qu'ils m'ont dit se résume en ceci : vous défendez l'insoumission, comment se fait-il qu'un évêque ne soit

pas partisan de l'ordre ? En même temps, il y avait cette fausse opinion qu'un objecteur de conscience qui ne veut même pas faire un service civil à l'ONF est forcément un lâche. Je dois préciser que ceux qui m'ont écrit ou qui sont venus me voir étaient assez combattifs et que mes propos n'ont pas été vraiment entendus. J'avais l'impression de vouloir enfoncer un clou dans un mur de béton.

ANV : Après la parution de la lettre pastorale des évêques américains, en mai 1983, qui condamne sans équivoque la stratégie nucléaire des USA, vous avez écrit, dans « La vie diocésaine d'Evreux », que le moment vous paraît venu pour que soit instauré un débat public dans l'Eglise de France sur les questions de défense. Quels en seraient pour vous les enjeux et la signification ?

J. Gaillot : Les questions du désarmement et de la dissuasion sont des sujets un peu tabous. Je pense que le moment est venu pour l'Eglise d'ouvrir un grand débat public sur les questions relatives à la défense avec tous ceux qui sont intéressés par ce problème. Qu'avons-nous à craindre ? Je me rends bien compte, cependant, après avoir essayé de parler de cela avec différentes personnes, de la difficulté de ce projet.

J'ai salué la parution de la lettre pastorale des évêques américains comme une véritable réussite, car cela a vraiment été un débat démocratique. Les évêques ont pris le temps de le faire et ils ont fait l'expérience d'une Eglise qui sait et qui aime réfléchir. La situation française est différente, mais pourquoi ne pas aborder courageusement les questions de défense, de stratégie nucléaire, de défense populaire non-violente ?

ANV : Avez-vous l'impression que la majorité des évêques français comprennent, approuvent et soient prêts à se donner les moyens d'organiser un débat ouvert dans l'Eglise de France sur ces questions ?

J. Gaillot : — Je n'en ai malheureusement pas l'impression.

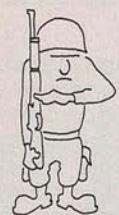
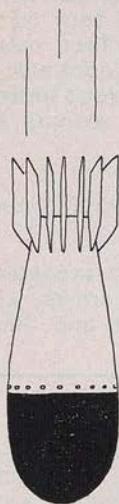
ANV : Est-ce que cela ne viendrait pas de ce que la culture ambiante n'est pas, elle-même, favorable à la non-violence et que l'Evangile n'a pas encore réussi à susciter une réflexion où la légitime défense cesserait enfin d'être conjuguée avec la légitime violence ?

J. Gaillot : Peut-être bien ! Il est certain que la tradition non-violente n'est pas prise en compte dans les débats d'aujourd'hui. Peut-on encore parler de « guerre juste » quand la menace nucléaire pose un problème radicalement nouveau à la conscience de l'humanité ?

ANV : Quel bilan faites-vous de l'action de Guy Riobé, évêque à Orléans, dans les années 1970 ?

J. Gaillot : J'ai eu la joie de rencontrer et de travailler avec Guy Riobé à différentes occasions quand j'étais secrétaire d'une commission épiscopale. Je pense que Guy Riobé se serait réjoui de la lettre pastorale des évêques américains et que le cri prophétique qu'il avait lancé, il y a quelques années, contre l'armement nucléaire français retentirait aujourd'hui avec encore plus de force et de réalisme. On est toujours dans l'engrenage de la violence avec le nucléaire, il faut apprendre à en sortir.

ANV : Vous êtes le seul évêque à avoir signé la pétition du MAN qui demande au gouvernement la mise en



Léon TROTSKY

On ne peut mener à la mort
des masses d'hommes
si le commandement
ne dispose pas
dans son arsenal
de la peine de mort.
Tant que les méchants singes
sans queue
qui s'appellent des hommes
formeront des armées
et batailleront,
le commandement placera
les soldats devant le choix
d'une mort possible
à l'avant
ou d'une mort certaine
à l'arrière.

(*Ma vie*, Gallimard, 1953,
p. 418).

HEGEL

Les guerres entretiennent la santé des peuples
comme les vents et les ouragans
préservent les mers de la putréfaction.

Frédéric II de Prusse passant ses troupes en revue en compagnie d'un gentilhomme français, lui demanda : « Dites-moi ce que vous admirez le plus dans mon armée. » Le Français insistant sur la belle prestance des grenadiers, l'impeccable alignement des bataillons, l'ordre remarquable de leurs mouvements, le roi l'interrompit :

« Non, ce qu'il y a de plus admirable ici, je vais vous le dire. Nous sommes seuls, armés chacun d'une misérable petite épée de parade, devant 20 000 gaillards armés de mousquets, de sabres, de lances, de pistolets et ayant chacun au moins une tête de plus que nous... Il n'est pas un de ces hommes qui, bâtonné sur mon ordre, ne m'ait maudit cent fois... Le meilleur d'entre eux, je ne voudrais pas le rencontrer au coin d'un bois, n'eût-il que ses poings pour m'assommer ; ils sont 20 000 ici armés jusqu'aux dents, et ils ont peur de moi... En vérité, monsieur, voilà ce que je trouve admirable. »

(Cité par Marc Sangnier, *Conférences aux soldats sur le front*, Bloud et Gay, 1919 ?, pp. 14-15).

Mgr Oscar ROMERO

Je voudrais lancer
tout spécialement un appel
aux membres de l'armée,
et concrètement
aux hommes de troupes
de la Garde nationale,
de la police et des casernes.
Frères, vous êtes
du même peuple que nous,
vous tuez vos frères paysans.
Devant l'ordre de tuer
donné par un homme,
c'est la loi de Dieu
qui doit prévaloir,
la loi qui dit :
« Tu ne tueras point. »
Un soldat n'est pas obligé
d'obéir à un ordre
qui va contre la loi de Dieu.

Homélie du 23 mars 1980,
veille de son assassinat.

Citée dans
Assassiné avec les pauvres,
Cerf, 1981, p. 231.

place d'un Institut National et de Centres Régionaux chargés d'étudier les possibilités offertes par la défense populaire non-violente. Pourquoi, selon vous, les autres évêques se sont-ils abstenus ?

J. Gaillot : Quand j'ai signé cette pétition, je ne pensais vraiment pas que je serais le seul évêque de France à le faire ! Je l'ai appris quand vous êtes venus me rencontrer avec Jean-Marie Muller. Cette pétition était dans la foulée de ce que je pensais depuis longtemps.

ANV : Est-ce qu'il vous semble nécessaire d'être chrétien pour être non-violent ?

J. Gaillot : Non, je ne le pense pas. La non-violence fait partie du bien commun de l'humanité. Tout le monde peut devenir non-violent. Il faut bien comprendre que la non-violence est un moyen d'action, c'est une pratique, en temps de guerre comme en temps de paix. La non-violence est un témoignage pour la vérité et un moyen de défendre la justice ; je suis convaincu que ces notions sont partagées par des personnes très diverses.

ANV : Que pensez-vous de la logique — ou du manque de logique — dans le fait que des chrétiens disent vouloir aimer même leurs ennemis et qu'ils acceptent de recourir à des armes meurtrières pour se défendre ?

J. Gaillot : Ceux qui m'ont écrit précisent très souvent qu'ils ont fait la guerre, que des gens de leur famille y sont morts et que si on ne se prépare pas militairement à se défendre, le pays et les valeurs de sa population seront perdues. Les gens sont très marqués par leur passé. Tout cela joue certainement dans la contradiction que j'observe comme vous entre l'amour des ennemis et le recours à des armes meurtrières.

ANV : Que dites-vous alors à un militaire chrétien ?

J. Gaillot : Je les invite à accepter l'idée d'une défense non armée, et qu'au moins ils admettent que des

A Beyrouth

Catherine Fattal :
25 ans
Documentaliste
Amie de l'Arche

Cela commence en 1974, à Beyrouth. Jean Goss vient donner un cycle de conférences sur la non-violence. Un de mes frères me propose d'aller l'écouter. Qu'a-t-il dit exactement ce soir-là ? Je ne m'en souviens plus. En tout cas, je ne me rappelle qu'une chose : c'était fantastique !

Beyrouth, le 26 octobre 1975 : je participe à une manifestation pacifique prônant l'unité nationale entre Chrétiens et Musulmans et condamnant la violence. L'Iman et le Prêtre

mènent la manifestation. La foule est aspergée de riz par des femmes vibrantes d'enthousiasme et de joie. Sur les balcons, les habitants se pressent pour participer, avec un dernier espoir, à la tête de la fraternité. Je ne me sens pas capable d'affronter les barricades.

Mais le 8 novembre 1975, il me faut, la mort dans l'âme, quitter mon pays déchiré, à feu et à sang.

Et la vie continue à Paris. Un après-midi de vendredi saint en 1978, mes pas m'amènent vers l'église Saint-Bernard. Je suis frappée par une affiche, là, parmi tant d'autres, invitant à réfléchir sur la non-violence évangélique.

Il faut que je revienne et je serai là au rendez-vous. C'est là que tout s'enchaîne. L'approfondissement de la non-violence dans l'évangile, la non-violence vécue dans notre vie quotidienne, le soutien au Larzac, le soutien à notre ami objecteur de cons-

cience, condamné. Me voilà embarquée avec ma peur, mais aussi ma conviction que là est le chemin. Il est long, mais sûr. J'y avance à petits pas.

Il y a aussi Taizé, un groupe de réflexion sur la non-violence dans la vie quotidienne qui se retrouve chez les Quakers à Paris, des sessions à la Communauté de l'Arche de Lanza del Vasto...

Cette découverte de la non-violence qui a eu lieu un soir de 1974 ne cesse de se reproduire. Cette découverte se fait tous les jours dans mes relations avec les personnes qui m'entourent, avec mes voisins, mes collègues de travail, face à l'agression de ce monde inhumain qui se crée.

C'est pour moi une lutte de chaque instant qui parfois porte ses fruits mais où, à d'autres moments, je suis vaincue par ma peur. Mais toujours avec une même conviction : la non-violence, là est le chemin !

le
prix
de
l'indépendance

En 10 ans nous avons ...

REALISÉ DES DOSSIERS SUR

- Syndicalisme et non-violence
- L'Afrique, l'Inde, l'Amérique du Sud
- Femmes et violences
- Autogestion, révolution et non-violence
- Police, justice, prisons
- La gauche et l'arme nucléaire
- Violence et agressivité
- La dissidence en URSS
- La désobéissance civile
- Christianisme et violences
- Surarmement et sous-développement
- Violences banales
- La défense civile en question
- Grèves de la faim
- Les terroristes
- La politique de la peur
- Les travailleurs face à l'armement
- ... et bien d'autres

**N
O
S
P
R
O
J
E
T
S**

- Pologne
- Transarmement
- Violence et sexualité
- Qu'est-ce que « l'esprit de défense » ?
- Non-violence dans les luttes sociales
- Droits de l'Homme et non-violence.
- Totalitarismes politique et technologique

INTERVIEWÉ

- René GIRARD
Johan GALTUNG
Serge JULY
Michel BOSQUET
Patrick VIVERET
Pierre-Luc SEGUILLON
Yvonne QUILES
Lanza DEL VASTO
Jacques MOREAU
Gisèle HALIMI
Jacques CHONCHOL
Edgar MORIN
Serge-Christophe KOLM
Léonid PLIOUCHTCH
Jean DELUMEAU
César CHAVEZ

PUBLIÉ LES OPINIONS DE

- André JEANSON
Jean LACROIX
Joseph KI-ZERBO
Claude BOURDET
Alain JOXE
Michel de CERTEAU
Bernard CLAVEL
Jacques ELLUL
Philippe WARNIER
Henri LABORIT
Samir AMIN
Pierre RONDOT
Général BECAM
Paul VIRILIO
Roger GARAUDY
J. De BOLLARDIERE

aidez- nous à franchir une nouvelle étape

Alternatives Non-Violentes est une revue indépendante. C'est sa force et sa faiblesse.

Sa force : nous pouvons choisir librement les sujets qui nous paraissent importants et la manière de les traiter. C'est la condition d'une recherche permanente de qualité et de vérité.

Sa faiblesse : sans soutien financier extérieur, notre revue a juste de quoi survivre. Elle n'a pas les moyens d'alimenter les nécessaires efforts de recherche, de documentation, de promotion.

Nous sommes aujourd'hui devant un choix : fournir une revue de moins bonne qualité avec la perspective de disparaître à moyen terme, ou faire appel à vous pour que vous nous donniez les moyens d'un **renouvellement** et, nous l'espérons, d'un développement.

Nous voulons que notre revue soit accessible à tous : les tarifs d'abonnement en vigueur ne peuvent fournir les moyens dont nous avons besoin.

De plus, aucune revue de recherche, nulle part, ne tire ses ressources de la seule vente de ses numéros. La recherche, on le sait bien, n'est pas rentable, et la recherche sur la non-violence pas plus qu'une autre !

C'est pourquoi nous lançons ici **une souscription**. En dix ans, c'est la première fois que nous faisons ainsi appel à tous ceux qui estiment nécessaires la poursuite et l'amélioration de nos efforts. **Notre revue ne sera assurée de son avenir que lorsque l'aspect « recherche » de son budget sera assuré par des dons indépendants des abonnements.** Pour cela nous avons besoin de 30 000 F par an. Nous les attendons de vous seuls. Bien entendu, nous nous engageons à vous tenir informés des résultats de cette souscription et de l'utilisation des sommes recueillies.

On s'accorde à dire que la recherche sur la non-violence est plus nécessaire que jamais. C'est la vocation même d'ANV d'y concourir. Alors, amis lecteurs, donnez-nous les moyens de mieux remplir notre rôle.

Faites que ce dixième anniversaire soit l'occasion d'un nouveau départ !

Comment verser votre souscription

30 000 F, c'est beaucoup moins cher qu'un sous-marin nucléaire, qu'un SS 20 ou qu'un missile Pershing !

30 000 F, c'est surtout le prix de notre indépendance.

Nous y parviendrons si 100 d'entre vous donnent 300 F, si 150 donnent 200 F...

Plusieurs possibilités :

- un versement exceptionnel ;
 - un contribution **réquière** mensuelle ou trimestrielle.

Pour cela, vous pouvez remplir auprès de votre banque un formulaire de versement automatique au profit d'**ALTERNATIVES NON-VIOLENTES** ;

- une contribution **régulière** annuelle (à verser, par exemple, en même temps que le renouvellement de votre abonnement).

BULLETIN A ENVOYER A ANV - CRAINTILLEUX - 42210 MONTROND
CHEQUE A L'ORDRE DE ANV - CCP 2915-21 U LYON (MENTION « SOUSCRIPTION »)

OUI, je soutiens concrètement la recherche sur la non-violence et je choisis de verser à ALTERNATIVES NON-VIOLENTES :

- un montant exceptionnel de F.
 - un montant de F par mois.
 - un montant de F par trimestre
 - un montant de F par an.

Date: _____

Signature

personnes comme Michel Fache et d'autres réfléchissent et cherchent à mettre en place une défense populaire non-violente.

ANV : Quelles sont les circonstances qui dans votre vie vous ont amené à vous intéresser de si près à la non-violence ?

J. Gaillot : Je dois dire que j'y suis venu très lentement. Mais c'est la guerre d'Algérie qui m'a véritablement ouvert les yeux. Comme beaucoup, je suis parti par obligation faire mon service militaire. J'étais alors séminariste. C'était en 1957. Je n'ai même pas eu l'idée de l'objection de conscience.

Après quatre mois de classes, je suis parti faire l'école d'officiers à Cherchell, en Algérie, et là nous étions formés et entraînés pour le combat. Je me sentais pris dans un engrenage. J'avais l'impression d'être sur une autoroute et d'être forcé de continuer, n'ayant pas trouvé la sortie à temps.

A la fin des six mois de stage, on a proposé à des volontaires d'être détachés de l'armée pour être au service de ce qu'on appelait « les affaires algériennes », dans les mairies, les écoles... J'ai alors accepté tout de suite. Pendant un an et demi, j'ai été affecté à des tâches de pacification au milieu des musulmans. Mais j'ai découvert aussi, durant cette période, que ceux qui venaient de France étaient nourris au début de bons sentiments ; ils n'avaient pas vraiment l'esprit guerrier. Or je voyais qu'en peu de temps une transformation s'opérait en eux. Par exemple, après la perte d'un camarade dans une embuscade, ils se retrouvaient animés d'un incroyable désir de vengeance.

Voilà l'engrenage de la violence ! C'était à ceux qui tuaient le plus d'Algériens !

La nécessité de la non-violence a grandi alors en moi, sans que je connaisse encore l'expression. De retour en France, j'ai découvert les écrits de Gandhi et de King. J'ai alors compris, en refaisant une lecture de la guerre d'Algérie, ce que j'avais désiré avec les musulmans. King m'a beaucoup marqué. Je regrette seulement de ne pas avoir été initié plus tôt à la non-violence.

ANV : La revue « Alternatives Non-Violentes » fête ses dix ans d'existence. Quelle importance revêtent pour vous les publications de recherches et d'informations sur la non-violence ?

J. Gaillot : La non-violence ne pourra grandir et faire ses preuves que si elle devient le fait d'un grand nombre de personnes. Tout ce qui peut permettre une information et une sensibilisation sur la non-violence doit être encouragé. Je me réjouis que dans le diocèse d'Evreux, il y ait des groupes non-violents très dynamiques. De plus en plus de jeunes sont intéressés par la non-violence.

Le Synode des Evêques de 1971 demandait « que soit favorisée l'action non-violente ». Je souhaite que votre revue poursuive ce combat pour l'homme et pour la paix.

Propos recueillis par
François VAILLANT.

Humiliée

Michèle Rouche :
30 ans

Secrétaire du Mouvement International de la Réconciliation -
Artisans de Paix

Education méditerranéenne. Divorce. Viol. Processus logique du schéma « victime - bourreau » bien intégré dont les racines sont, entre autres, une éducation sexiste, un milieu, une société où la femme est objet, inférieure. En tout cas quelques années d'enfer pendant lesquelles, écorchée vive, je niais mon identité de femme. Et je me retrouve dans un combat féministe, violent, ma seule préoccupation étant de dominer les hommes qui m'agressent (utilisation du judo) et de les humilier pour leur faire « comprendre » mon humiliation (dénonciation publique d'un violeur à son entourage, son quartier, lui faire perdre son travail... la lutte pour faire passer les violeurs en assises...). Ce combat m'a beaucoup apporté par la solidarité vécue entre femmes, les échanges, les partages, les « oser dire », la réflexion, l'analyse. Mais au bout de deux ans, loin d'avoir résolu mes problèmes, j'arrive à une saturation de ma violence envers les « mecs », qui m'étoffe, me détruit. Le suicide d'une copine me fait prendre du recul.



Les rencontres régulières avec une cousine plus âgée, son écoute, son attention, son silence, son amour me font petit à petit reprendre contact avec un certain espoir. Durant toute cette période, j'étais devenue athée et le jour de son engagement dans la vie religieuse, je perçois un peu de l'amour de Dieu incarné en elle. Aussi rapidement que ma violence s'était déchainée, ma soif d'amour et d'être aimée me fait chercher, oser croire en ce Dieu d'amour et de miséricorde. La rencontre avec un prêtre, ayant connu la souffrance et les humiliations des camps de concentration, me permet de m'accepter un peu plus et de ne plus me nier dans mon être, mon identité de femme, grâce à la confiance et la réconciliation qu'il a suscitées en moi.

Un jour mon regard croise une affiche intitulée « Evangile et non-violence ». Ce mot « non-violence » me choque, me fait rire ; et quelques jours après, face au groupe, l'agresse les personnes plus que je ne livre mes réflexions sur la violence sexiste. En face de moi : l'écoute attentive, le respect me permettent de revenir et d'entamer un cheminement rapide avec ces personnes et plus particulièrement avec un religieux, animateur du groupe. La découverte et l'espoir d'un rapport homme / femme autre que dominant / dominé me font avancer dans l'étude de la non-violence et le partage de l'engagement qu'elle impliquait pour chacun des membres, enracinée dans l'Evangile. Je commence à la même période un travail sur moi-même (connaissance de soi, formation en profondeur, développement de la personne, relations inter-

personnelles et sociales...) qui m'aide à acquérir la confiance en moi (non plus basée sur la domination de l'autre), à prendre conscience de ma responsabilité (et non plus à m'enfermer dans la culpabilité), à découvrir et gérer mes potentialités...

Peu à peu, je change d'attitude lors des agressions verbales ou physiques qui, d'ailleurs, diminuent. J'essaie de rompre la chaîne de violences dont j'étais auparavant la première victime. Le fait d'avoir beaucoup moins peur, d'essayer de comprendre et de respecter le plus que je peux l'homme qui est en face de moi, de reconnaître sa demande et lui à travers elle, sans toutefois la satisfaire, du moins pas de la façon dont il l'attend, change complètement le rapport.

Certes, tout n'est pas réglé, je sais que j'ai du chemin à parcourir avec ma violence, mes peurs, mes blocages, ma confiance, mon amour qui ne se vivent pas uniquement dans des rapports d'agression mais dans diverses formes de relation de la vie quotidienne.

anarchie, non-violence...

de la responsabilité personnelle

Entretien avec
Isabelle ESCOFFIER :

Isabelle Escoffier

27 ans

Infirmière - Etudiante en sociologie
Engagements sur son quartier -
radio libre.

ANV : Depuis dix ans que tu milites dans le mouvement non-violent, je suppose que ton approche de la non-violence a dû bien évoluer.

Isabelle Escoffier : Oui, c'est vrai, ça fait une dizaine d'années... J'avais 16 ans quand j'ai entendu parler pour la première fois de non-violence. A cette époque, j'étais très chrétienne, croyante, fortement interpellée par le message évangélique mais déjà en profonde révolte contre l'institution Eglise. Ayant été habituée par une éducation chrétienne à fuir les conflits et la difficulté, au début c'était plutôt par facilité que j'étais intéressée par la non-violence : une façon

de justifier un certain pacifisme très naïf et assez bêtise, il faut bien le reconnaître. C'est vrai aussi que le discours entendu à cette époque de certaines personnes portait à ce genre d'interprétation. Après, j'ai découvert les textes, les classiques. C'est Thoreau, et la désobéissance civile, qui m'a le plus accrochée. Je pressentais cela depuis longtemps, et là j'ai compris que ce n'était pas à la non-violence qu'il fallait s'adresser pour la voie de la facilité. Ça commençait à prendre du piquant ! Le journal *Combat Non-Violent* m'apportait beaucoup également. C'est par CNV que j'ai été amenée à effectuer quelques tâches de secrétariat pour ANV... Puis avec le temps, j'ai perdu la foi, et découvert les anarchistes. C'est essentiellement à la lumière des textes non-violents et des anars que je me suis forgée une certaine façon de voir les choses.

ANV : Peux-tu expliquer les liens que tu vois entre ces deux « familles » ?

I.E. : On ne retient des anars du siècle dernier que la propagande par le fait, l'action directe terroriste. Mais ce courant comprend bien d'autres choses, et de nombreuses théories communes avec la non-violence.

Tout d'abord, l'Etat et les institutions n'existent que par le soutien des masses ; c'est uniquement par notre collaboration au pouvoir que celui-ci peut tenir.

Il n'y a pas d'autre liberté que celle que l'individu conquiert lui-même. A Stirner, critiqué car considéré comme trop individualiste, revient le mérite d'avoir écrit « ne cherchez pas dans le renoncement à vous-mêmes une liberté qui vous prive précisément de vous-mêmes, mais cherchez-vous vous-même ».

Après l'individu, le second niveau : la masse. Les révolutionnaires n'ont pas à faire la Révolution pour les masses mais à être ferment de cet esprit révolutionnaire. Pour Stirner encore : « S'il y a derrière toi quelques millions d'autres pour te protéger, vous formez ensemble une puissance importante et vous aurez facilement la victoire ». En le citant, le sigle « Solidarnosc » m'apparaît devant les yeux, lutte s'inscrivant parfaitement dans les combats non-violents.

Autogestion, décentralisation économique et administrative. C'est le souhait de Gandhi, de Vinoba, de Proudhon (à l'inverse de Marx). Dans sa perspective de société future, Proudhon écrit : « Chaque ouvrier doit assumer sa part de corvées répugnantes et pénibles ». Ici me vient l'image de Gandhi et de sa femme, celui-ci lui imposant dans l'Ashram de nettoyer les latrines comme tout le monde.

La notion de propriété privée se trouve rejetée par Proudhon (« la propriété, c'est le vol ») comme par Gandhi ; Mashrouwala, son disciple, l'explique : « La position de Gandhi à ce sujet est encore plus radicale que celle du communiste le plus extrémiste. Il voudrait pouvoir déposséder toute personne de ses biens, quels qu'ils soient. »

Pour ce qui concerne l'ordre, l'organisation : oui à un ordre différent, partant de la base. Le fédéralisme et l'internationalisme prônés par les anars s'inscrivent dans la logique d'une société non-violente. En pleine colonisation, Bakounine prévoit « un réveil des Orientaux », « libérant leur pays » sans s'appuyer sur une classe privilégiée. Comment ne pas penser à Gandhi encore une fois ?

D'autres idées : antimilitarisme, syndicalisme au lieu de corporatisme. L'essentiel de ces deux philosophies coïncide : lucidité, conscience devant

Anatole FRANCE

*Plus j'y songe et moins j'ose souhaiter la fin de la guerre.
J'aurais peur qu'en disparaissant cette grande et terrible puissance
n'emportât avec elle
les vertus qu'elle a fait naître
et sur lesquelles
tout notre édifice social
repose aujourd'hui.
Supprimez les vertus militaires
et toute la société s'écroule.*

Quand j'entends les talons qui claquent, j'entends les cerveaux qui se ferment.

LYAUTHEY

Le Rôle social de l'Officier, 1896.

l'irresponsabilité collective. La force personnelle entraînant l'action oblige l'adversaire au respect. On retrouve aussi un certain nombre de techniques communes, essentiellement la désobéissance civile. Gandhi se disait plus communiste que les communistes.

Voici donc un rapide panorama des points communs. Le respect absolu de la vie d'autrui inhérent à la non-violence me paraît l'avancée sur l'anarchie. Pour moi, la non-violence constitue une étape de plus dans la recherche de l'humanité de solutions à ses problèmes.

ANV : Autre chose : quelle organisation ? Je crois que tu adhères au MAN mais n'y milites plus depuis plusieurs années. Peux-tu dire ce qui fait que tu t'éloignes du MAN en tant que tel ?

I.E. : A l'époque où je suis entrée au MAN, il fallait vraiment forcer le passage pour être admise ! Si tu n'accrochais pas avec les gens : terminé. Combien sont venus et repartis aussi vite ? Pourquoi, c'est la première question que je me pose, ne reste-t-on pas au MAN ? Personnellement, sans chercher un parti qui me dicte dans une cellule ce que je dois penser, je cherchais un lieu de formation et de réflexion dans une optique non-violente, et également d'action. Mais finalement, je ne me suis pas formée à grand chose au MAN.

Et à côté de cette partie « théorie », je cherchais une mise en pratique, une certaine convivialité. Maintenant, c'est avec des anciens de l'extrême gauche qu'on conçoit un projet d'habitat groupé autogéré. C'est pour moi capital, car quoi de plus important que le choix de vie ?

La guerre civile est la seule guerre raisonnable parce que c'est la seule où l'on sache pourquoi l'on se bat.

(Graffiti anonyme - Paris 1871)

Et puis, c'est vrai que je ne me retrouve pas dans les priorités actuelles du MAN. Je ne dis pas que le mouvement ait tort, mais personnellement je n'arrive pas à me mobiliser contre la guerre atomique. Les discours sur la Paix peuvent mobiliser beaucoup de monde, mais qui y croit vraiment ? J'ai plutôt l'impression que l'apocalypse nucléaire cristallise une grosse somme d'angoisses (il y a sans doute de quoi d'ailleurs). Il est facile de rameuter les foules avec le pacifisme ; il est vrai que c'est actuellement la seule affaire militante qui marche. Mais je crains que la mobilisation soit artificielle surtout lorsqu'elle s'accompagne d'une désindustrialisation, d'un désengagement politique, d'un manque d'idées nouvelles.

Ne nous illusionnons pas sur notre comportement devant une guerre. Nous tolérons déjà tant d'injustices en temps de paix ! Avant 1914 aussi a existé un mouvement pacifiste, et

le slogan de certains « plutôt rouges que morts » donne à réfléchir sur la récupération politique de toute idée, si pure soit-elle.

Il est juste d'opposer à cela que le fatalisme n'a rien à voir avec la non-violence. Et on peut considérer que le choix de se battre « au ras des paquerettes » et de se former encore et encore n'est qu'un repli frileux sur soi. Mais ce n'est pas le plus facile ; et n'est-il pas primordial actuellement de lire, d'apprendre, pour s'opposer efficacement aux xénophobes avoués, aux anti-féministes notoires, aux pronucléaires à tout crin, aux nostalgiques des chemises brunes ? ANV garde sa place dans cette réflexion : je lui souhaite bon anniversaire et du punch pour qu'on continue ensemble !

Quelles priorités pour le mouvement non violent ?

Philippe WARNIER
Journaliste à Témoignage Chrétien

Je suis frappé, comme beaucoup, des difficultés et de l'extrême faiblesse des mouvements pour le désarmement et contre l'arme nucléaire en France.

Les choses apparaissent totalement bloquées pour plusieurs raisons. La première est, bien entendu, l'effacement total de la tradition pacifiste (quelles qu'aient été ses ambiguïtés) dans le mouvement ouvrier et dans la gauche française. Par leur ralliement à la dissuasion nucléaire, le PS et le PC ont supprimé probablement une cause d'opposition d'une partie de l'électorat du centre à leur arrivée au

pouvoir. Ils ont aussi cru renforcer l'indépendance d'une expérience de gauche par rapport à un environnement extérieur hostile. Si la première raison n'est pas glorieuse mais probablement réelle, la seconde apparaît tout à fait illusoire. On ne voit pas très bien quelle peut être l'efficacité de la force de frappe française contre la hausse du dollar et des taux d'intérêt ! Mais la gauche croit y puiser une « respectabilité », un « sérieux » gestionnaire qui me semblent personnellement assez dérisoires.

La deuxième raison de la faiblesse du mouvement anti-nucléaire est sa dépendance, via le Mouvement de la Paix (malgré la faiblesse de celui-ci), vis-à-vis de la stratégie du Parti Communiste français. Qu'on le veuille ou non, son action apparaîtra toujours, aux yeux d'une opinion qui est acquise, dans sa très grande majorité, à l'Alliance Atlantique (quelle que soit par ailleurs l'opposition qu'on peut manifester à l'égard de l'impérialisme

américain), comme une aide précieuse à une Union Soviétique dont on n'arrive pas à croire les déclarations pacifiques.

Dans cette conjoncture et sur ce problème de l'armement nucléaire, quelle peut être l'attitude du « mouvement non-violent » ? La première priorité, pour lui, devrait être, à mes yeux, d'axer sa dénonciation du danger, de l'inefficacité et de l'immoralité de la défense nucléaire, sur la force de frappe française. Certes la pente à remonter dans l'opinion est malaisée. Mais c'est sans doute sur cette question que les choses sont les plus claires. Et sur cette question assurément que la responsabilité du peuple est la plus évidente.

Même si on ne croit pas à l'équilibre de la terreur entre les deux Grands, comme garantie ou encore moins comme fondement de la paix, on peut être troublé, comme le sont sincèrement, semble-t-il, les socialistes

tes français qui viennent d'arriver au pouvoir, par une (relative) disproportion en Europe, des forces nucléaires tactiques entre l'URSS et les USA. On peut aussi être choqué de la récupération par les Soviétiques et les partis communistes occidentaux qui soutiennent leur stratégie, des mouvements pacifistes en Europe de l'Ouest. On peut enfin être surpris par la contradiction qui existe entre la dénonciation du surarmement nucléaire des Grands et l'attachement à la force de frappe française.

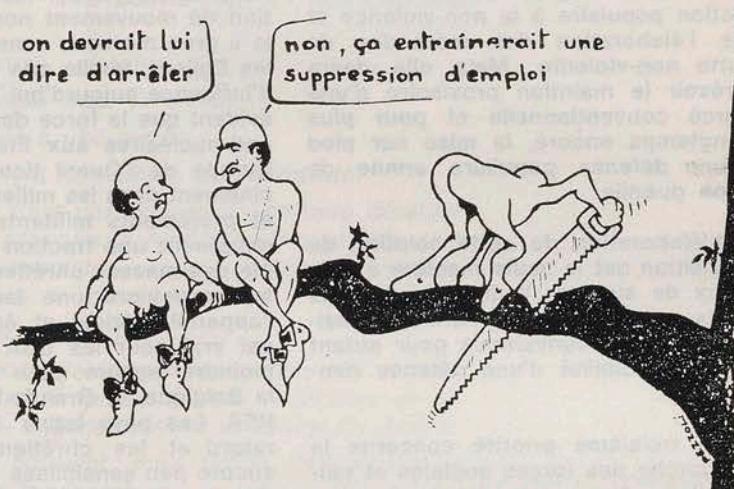
Par contre, il me semble que la lutte contre celle-ci devrait finir par emporter l'adhésion de l'opinion. Non seulement parce qu'il y a crise de la dissuasion, mais parce que la doctrine française de la dissuasion du faible au fort repose sur le sophisme le plus fou qui soit. Comment un adversaire pourrait-il croire que nous utiliserons une arme dont nous disons nous-mêmes qu'elle n'est pas faite pour être utilisée ; dont nous savons que si elle était utilisée, elle entraînerait pour nous une riposte qui rayerait

rait notre pays de la carte, et dont notre éthique de vieux pays démocratique de tradition chrétienne nous convainc aisément que son emploi est immoral ? L'adhésion de la majorité des Français à leur « bombe » repose en fait sur le consensus, récent et fragile, de la classe politique et sur la sécurité illusoire de n'avoir point à s'occuper de leur défense en laissant le soin aux « gens compétents ». La désintoxication n'est peut-être pas si difficile à engager...

ERASME de Rotterdam

*Si nous voulions en faire le compte
et calculer au plus juste combien coûte la guerre,
combien coûte la paix,
nous arriverions certainement à trouver
que celle-ci peut-être assurée avec dix fois moins de soucis,
de peines, d'ennuis, de dangers, de dépenses, et enfin de sang
que n'en réclame la guerre.
On conduit une très grande masse d'hommes au péril
pour prendre une place forte,
alors qu'au prix de ce travail et sans courir de danger
on pourrait en construire une autre beaucoup plus belle.*

La guerre est douce à ceux qui ne la connaissent pas. 1515.
(cité dans *Erasme, guerre et paix*, par J.C. Margolin,
Aubier-Montaigne, 1973, p. 127).



Mais ici surgit une deuxième priorité : rien n'est plus urgent pour le mouvement non-violent, à mon sens, que de mettre sur pied, de la façon la plus sérieuse et en collaboration avec des militaires, une doctrine alternative crédible concernant la défense. C'est l'absence d'une pareille doctrine qui a rendu si facile la victoire des partisans de l'arme nucléaire notamment dans les débats qui ont eu lieu au Parti Socialiste. Cette doctrine devra nécessairement avoir la modestie et la souplesse d'une proposition de transition. Elle devra, bien entendu, prévoir la reconversion progressive de l'industrie nucléaire militaire et amorcer le long processus de l'éducation populaire à la non-violence et de l'élaboration des méthodes de lutte non-violente. Mais elle devra prévoir le maintien provisoire d'une force conventionnelle et pour plus longtemps encore, la mise sur pied d'une défense populaire armée de type guérilla.

L'élaboration de cette solution de transition est la seule manière à mes yeux de susciter l'adhésion de tous ceux qui s'opposent à l'arme nucléaire sans être convaincus pour autant de la crédibilité d'une défense non-violente.

La troisième priorité concerne la recherche des forces sociales et culturelles qui peuvent rejoindre le mou-

vement non violent dans son combat. Certes, il reste fort utile de continuer à « travailler » l'opinion d'une large fraction de militants socialistes qui reste profondément réticente par rapport à l'évolution de leur parti. Il convient aussi de convaincre le mouvement syndical et en particulier la CFDT, qui demeure opposée à la force de frappe, de la responsabilité qui est la sienne. Il est clair aussi qu'une fraction de la jeunesse est réceptive à la lutte anti-nucléaire. Tous les groupes qui tentent dès à présent de « vivre autrement » — communautaires, coopérateurs, écologistes, etc. — sont les destinataires naturels de l'action de conscientisation du mouvement non-violent. Mais le « gros morceau » ne serait-ce pas les Eglises, quelle que soit leur perte d'influence aujourd'hui ? Il me semble évident que la force des mouvements anti-nucléaires aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest tient à son enracinement dans les milieux catholiques et protestants militants. Ces milieux entraînent une fraction non négligeable des masses chrétiennes et ils ont su convaincre une large partie de l'appareil clérical et épiscopal. Cela est vrai pour les USA et, dans une moindre mesure, pour les Pays Bas, la Belgique, la Grande-Bretagne et la RFA. Les pays latins sont plus en retard et les chrétiens de France encore peu sensibilisés et en tout cas divisés.

Dans l'Eglise catholique, on peut dire que le débat n'a pas encore commencé, mais cela risque de venir assez vite. Les différences de ton entre la petite poignée d'évêques — assez dépendants des informations officielles des militaires français — qui a travaillé la question pour participer au débat des épiscopats européens avec l'épiscopat américain, et la minorité de responsables qui ont élaboré le texte récent de « Justice et paix » sur la dissuasion française (lequel est fort sévère pour celle-ci) sont importantes. Cela veut dire que le débat n'est pas encore tranché.

Le mouvement non-violent devrait suivre de près cette évolution et il pourrait sans doute y trouver les « troupes » qui lui manquent aujourd'hui. Il devra être attentif vis-à-vis de ces milieux, à ne pas minimiser la portée proprement éthique de ses propositions au profit d'un discours de pure « efficacité » ou de pure « rationalité » qui n'est convaincant qu'en apparence. En tout cas nombreux, je crois, sont les chrétiens de gauche comme moi qui attendent beaucoup des militants non-violents pour les aider à mener une lutte aussi importante pour leurs convictions politiques que pour leurs convictions religieuses.

Boris VIAN

LE LAMPISTE EST LE VRAI COUPABLE

Un général sans soldats est-il dangereux ?

Un commissaire ou un préfet de police sans agents ?

Un pape sans cardinaux, sans archevêques et sans curés ?

Ceux-là j'en veux bien.

Les Anglais le savent : un roi sans pouvoir est merveilleusement inoffensif.

Mais un lampiste est une force agissante.

Cent lampistes sont un danger pour l'individu.

Cent mille lampistes suffisent à une guerre.

Cent millions de lampistes font le malheur de l'humanité.

Le directeur de la S.N.C.F. n'est pas en mesure de faire dérailler un train de par ses propres pouvoirs, il faudra pour y arriver qu'il se mue en aiguilleur — ou en lampiste — et qu'il fausse les signaux. Mais un aiguilleur ! Quel poste de choix.

Hitler tout seul ! Merveilleux spectacle.

Mais quatre-vingt-cinq millions de lampistes derrière lui, et finie la rigolade. Hitler est mort, les lampistes restent et tâchent de se faire passer pour inoffensifs — comme tous les lampistes du monde.

Les lampistes entre eux se haïssent ; mais réunis, ils prennent le nom de peuple et deviennent invulnérables.

L'individualisme du peuple est la seule défense contre le lampiste. Le lampiste le sait bien. Tous amiraux dans la marine, finies les batailles navales.

Textes et chansons, p. 87-88 (10-18, Julliard, 1966).

les français et leur défense

ils acceptent le nucléaire sans y croire

par François MARCHAND

Analyse d'un sondage



Le 18 novembre 1982, l'hebdomadaire « La Vie » publiait un sondage d'opinion sur la défense et la non-violence duquel il ressort que 61 % des Français sont plutôt favorables à l'affectation d'une partie du budget de la Défense Nationale à la recherche de moyens de défense non-violents. Grâce à l'autorisation de l'Institut Louis Harris et de La Vie, nous avons pu soumettre les données de cette enquête à un traitement statistique approfondi. Les résultats font apparaître trois groupes de Français que François Marchand appelle la « vieille garde nationaliste », les « sans opinion » et les « inquiets de l'arme nucléaire ». Cette nouvelle étude donne aussi une meilleure perception de la position des Français face à la non-violence. Il en ressort que nos compatriotes sont encore loin de partager nos thèses... (*)

(*) Pour les données complètes, on se reportera au numéro de *La Vie* du 18-24 novembre 1982 ainsi qu'au premier commentaire de Jacques Sémeulin dans *Non-violence politique*, n° 55, janvier 1983.

Le paradoxe

La majorité des Français (52 %) considère le développement de l'arsenal nucléaire français (6^e, puis 7^e sous-marin nucléaire, recherches sur la bombe à neutrons) comme un effort normal ou même comme une condition indispensable pour la grandeur et le progrès de la France (fig. 1).

La majorité des Français (61 %) est plutôt favorable à l'affectation d'une partie du budget de la Défense nationale à la recherche d'une DPNV (défense populaire non-violente) (fig.

(1) Dans cette question, nous avons regroupé les items 2 par 2. La répartition détaillée est la suivante :

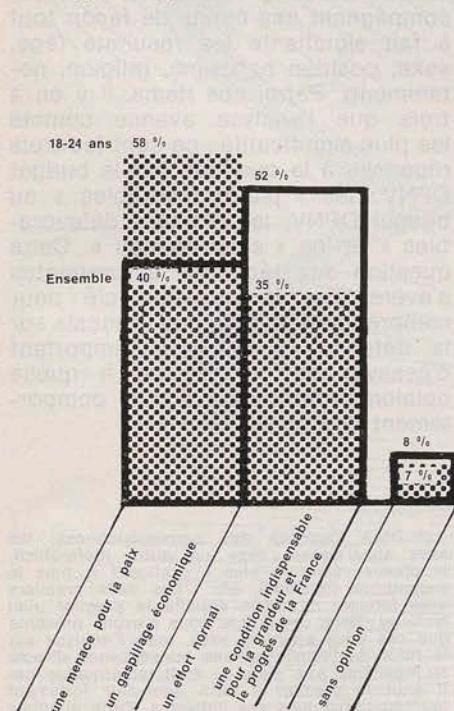
— une menace pour la paix :	10 %
— (18-24 ans = 25 %)	
— un gaspillage économique :	30 %
— (18-24 ans = 33 %)	
— un effort normal :	27 %
— (18-24 ans = 17 %)	
— une condition indispensable pour la grandeur et le progrès de la France :	25 %
— (18-24 ans = 18 %)	

2) et même est prête à participer (60 %) à au moins une action de protestation contre la course aux armements ou pour le désarmement (fig. 3).

Ces chiffres sont issus des réponses à un seul et même sondage (Louis Harris - La Vie - octobre 1982) et mettent en évidence un paradoxe que nous allons tenter de comprendre.

Fig. 1

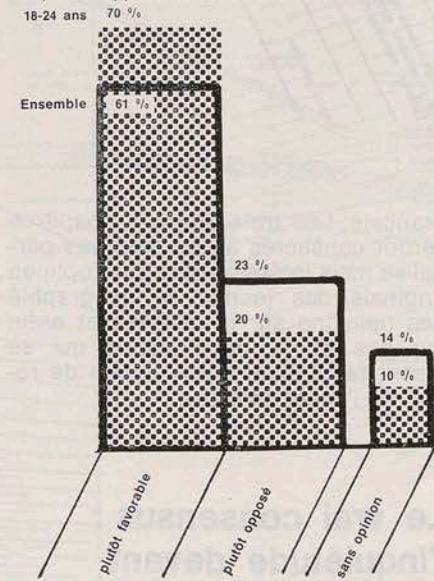
Question (1) : Le développement actuel de l'arsenal nucléaire français (6^e, puis 7^e sous-marin nucléaire, recherches sur la bombe à neutrons) vous apparaît-il plutôt comme :



Un début d'explication nous est donné par la réponse à une quatrième question : en cas de conflit sur notre territoire, les Français ne sont que 18 % à mettre préférentiellement leur confiance dans la force de frappe nucléaire, ce qui semble constituer un échec flagrant pour l'état-major français et accessoirement pour les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1960. La résistance

Fig. 2

Question : Certains pensent que, dans le budget de la Défense, on pourrait réduire la part des dépenses proprement militaires et s'en servir pour mettre au point d'autres moyens de défense, qui seraient fondés sur des méthodes non violentes. Vous-même, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à cette idée ?



non-violente (que nous appellerons DPNV dans la suite du texte) recueille autant de confiance : 17 % (fig. 4). Cette réponse nous amène à avancer une hypothèse : les Français acceptent en majorité la bombe, mais ne croient pas à sa capacité de protection. Même parmi la majorité (52 %) de ceux que nous pourrions appeler les pronucléaires, on trouve 54 % de personnes favorables à un

Fig. 3

Question : Vous, personnellement, y a-t-il certaines de ces choses que vous accepteriez éventuellement de faire ?

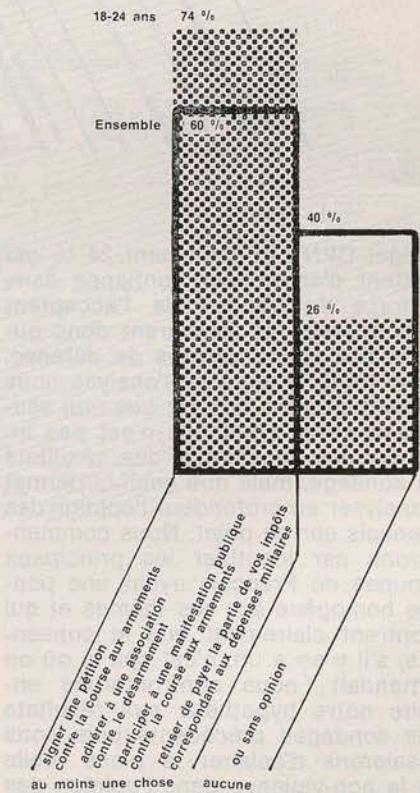
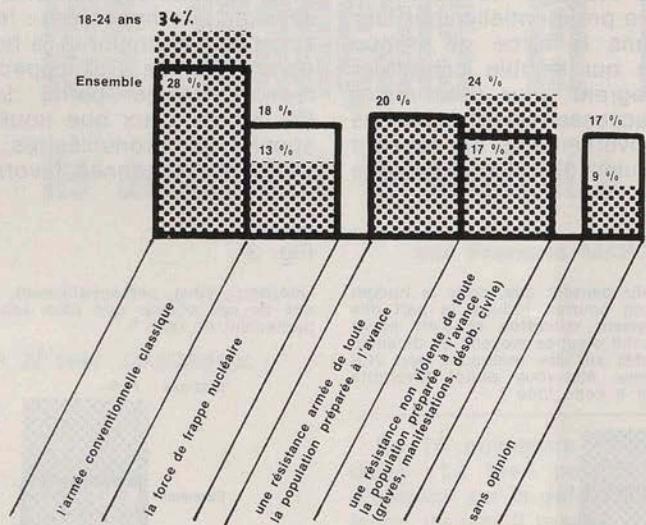


Fig. 4

Question : Si un conflit menaçait directement le territoire français dans quel mode de défense auriez-vous le plus confiance ?



budget DPNV et seulement 24 % qui mettent d'abord leur confiance dans la force de frappe ! **Ils l'acceptent sans y croire et demeurent donc ouverts à d'autres moyens de défense.** Dans toute la suite de l'analyse nous allons tenter de montrer que non seulement cette hypothèse n'est pas infirmée par l'ensemble des résultats du sondage, mais que celui-ci permet d'analyser en profondeur l'opinion des Français sur ce point. Nous commencerons par identifier les principaux groupes de Français ayant une pensée homogène sur ces thèmes et qui montrent clairement que le consensus, s'il y en a un, n'est pas là où on l'attendait ; nous confronterons ensuite notre hypothèse aux résultats des sondages précédents puis nous essaierons d'éclairer la place réelle de la non-violence dans l'opinion des

Français. Les trois derniers chapitres seront consacrés à des analyses partielles mais intéressantes sur l'opinion originale des jeunes, la géographie des opinions sur la défense et enfin sur ces 22 % de Français qui se disent favorables à une action de refus de l'impôt militaire.

Le vrai consensus : l'inquiétude devant le nucléaire

Le « plan factoriel » présenté (fig. 5) donne non seulement une image synthétique et pertinente du fichier analysé, mais est déjà intéressant

dans la façon dont il se constitue ; nous nous intéresserons d'abord à cette constitution, avant d'en interpréter le résultat.

A l'origine, les différents items des réponses aux questions ont été mis sur un pied d'égalité avec les variables caractérisant les individus (âge, sexe, etc.) ; or sur ce plan, les variables les plus « explicatives » (2) (encadrées sur la représentation graphique) sont toutes des items — ce qui signifie bien que ce plan discrimine les opinions exprimées dans le sondage et non les caractéristiques des individus. Celles-ci, moins significatives au sens statistique, n'en accompagnent pas moins de façon tout à fait signifiante les résultats (âge, sexe, position partisane, religion, notamment). Parmi ces items, il y en a trois que l'analyse avance comme les plus significatifs : ce sont les trois réponses à la question sur le budget DPNV : les « plutôt favorables » au budget DPNV, les « plutôt défavorables » et les « sans opinion ». Cette question aux réponses surprenantes s'avère être la question clé pour comprendre l'opinion des Français sur la défense.. Il est donc important d'essayer de comprendre à quelle opinion profonde ou à quel comportement elle correspond.

(2) Dans l'analyse des correspondances, les axes apparaissent dans un ordre hiérarchisé, le premier étant le plus « explicatif », puis le second, le troisième, etc. Les deux premiers axes forment ce qu'on appelle le premier plan factoriel. Dans cet article nous n'avons présenté que ces deux premiers axes, mais l'analyse sur le refus de l'impôt est une conséquence directe du troisième axe. Celui-ci était remarquable car il était le premier à faire intervenir fortement les caractéristiques des individus. Enfin ajoutons que le premier plan factoriel explique ici 12 % de la dispersion du fichier, alors que le second n'en explique que 6 %. Compte tenu du fait qu'un plan moyen correspond à environ 3 % de dispersion, il est parfaitement justifié de se limiter à ce premier plan factoriel.

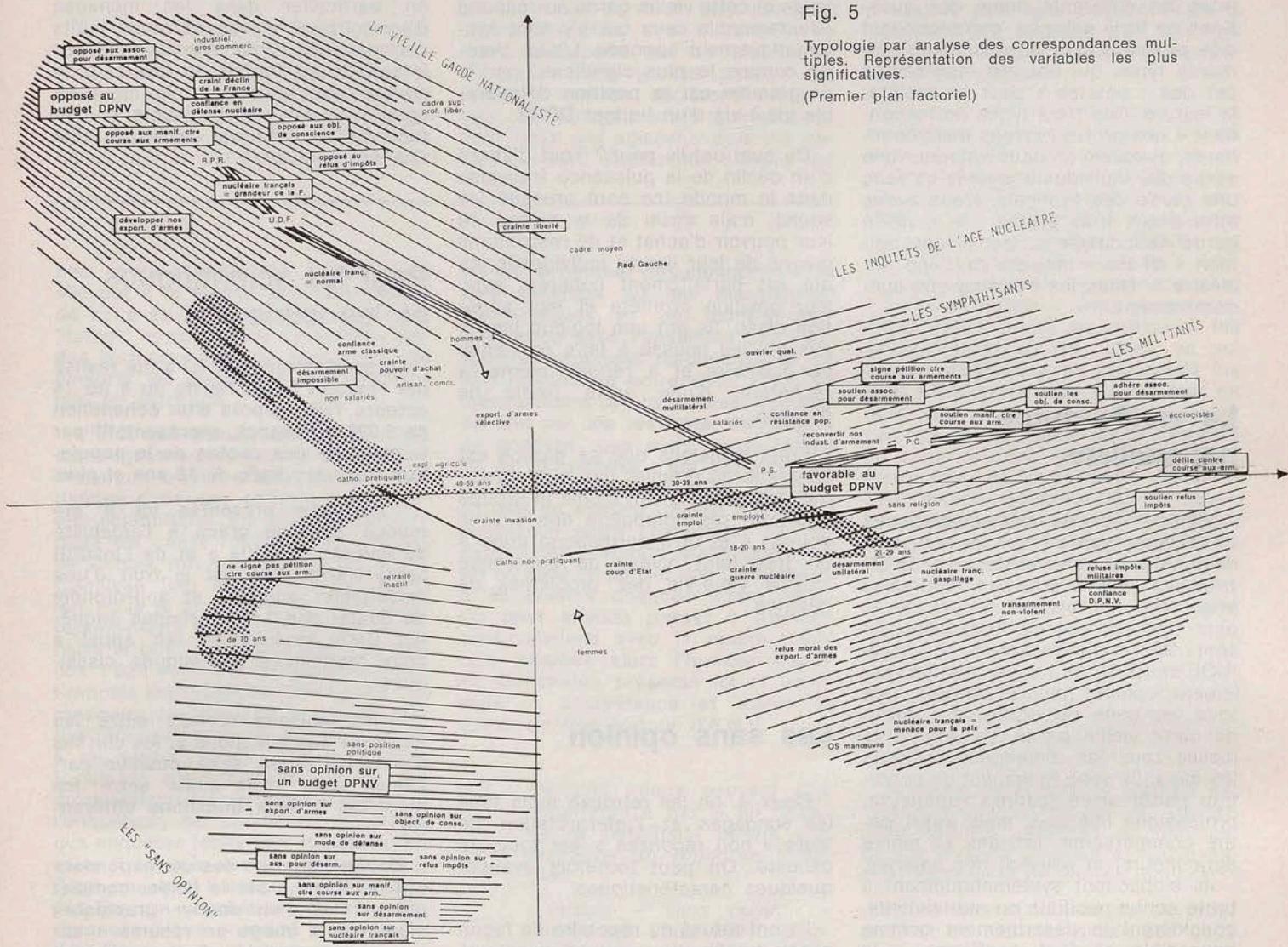


Fig. 5

Typologie par analyse des correspondances multiples. Représentation des variables les plus significatives.

(Premier plan factoriel)

Il est temps maintenant de décrire dans le détail la représentation graphique du plan factoriel. Il discrimine les différents items des questions en trois groupes, correspondant très probablement à trois comportements types qui ont été représentés par des « patates » pour en faciliter la lecture. Ces trois types correspondent à des profils moyens mais dominants, auxquels on peut rattacher une partie des individus enquêtés et donc une partie des Français. Nous avons intitulé ces trois profils : la « vieille garde nationaliste », les « sans opinion » et les « inquiets de l'âge nucléaire ». Nous les examinerons successivement.

La vieille garde nationaliste

Vieille ? car ils ont souvent plus de 55 ans ; garde ? car ils sont très militaristes, et nationaliste ? car le patriote semble être leur motivation principale. Ils forment le groupe le plus typé et le plus homogène. Ils sont très majoritairement à droite (UDF et RPR), ce qui ne signifie nullement, comme nous le verrons, que tous les gens de droite font partie de cette vieille garde. Ils vont à la messe tous les dimanches ou tous les mois. Ils sont également de condition plutôt aisée (cadres supérieurs, professions libérales, mais aussi petits commerçants, artisans et même agriculteurs) et souvent non salariés.

Ils s'opposent systématiquement à toute action pacifiste ou non-violente, considèrent le désarmement comme impossible et font confiance à la force de frappe française ou éventuellement à l'armée classique.

Les huit questions posées par Louis Harris avaient, de toute évidence, une connotation en faveur de la non-violence et cette vieille garde correspond exactement à ceux qui s'y sont systématiquement opposés. L'item avancé comme le plus significatif par le programme est la position défavorable vis-à-vis d'un budget DPNV.

De quoi ont-ils peur ? Tout d'abord d'un déclin de la puissance française dans le monde (ce sont presque les seuls), mais aussi de la baisse de leur pouvoir d'achat et de restrictions graves de leur liberté individuelle, ce qui est parfaitement cohérent avec leur position droitière et leur situation aisée. Ils ont une logique bien à eux qui les pousse à faire confiance au nucléaire et à refuser même la recherche d'une autre forme de défense.

Enfin signalons que ce groupe est constitué en premier par le programme statistique, avant même le groupe pourtant très homogène des « sans opinion » et qu'il correspond donc à un très haut niveau de cohérence interne vis-à-vis des problèmes de défense.

Les sans opinion

Ceux-là, on les retrouve dans tous les sondages et l'interprétation de leurs « non réponses » est toujours délicate. On peut toutefois avancer quelques caractéristiques.

Ils ont refusé de répondre de façon assez systématique aux 8 questions du sondage et ils touchent sans doute un éventail assez large avec cepen-

dant une forte sur-représentation des retraités et des femmes, surtout les femmes inactives dans le ménage et en particulier dans les ménages d'agriculteurs, d'artisans et de petits commerçants. Leur non-réponse sur le soutien ou l'action en faveur de la course aux armements les met en opposition aux sympathisants et militants et les classe de ce fait du côté des pro-nucléaires.

Pour les scientifiques et les curieux

Le sondage analysé ici a été réalisé par l'institut Louis Harris du 8 au 14 octobre 1982, auprès d'un échantillon de 1 028 personnes, représentatif par la méthode des quotas de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'analyse présentée ici a été rendue possible grâce à l'amabilité du journal « La Vie » et de l'institut Louis Harris. Elle est le fruit d'une exploitation originale et approfondie du fichier des 1 028 individus enquêtés. Cette exploitation fait appel à deux techniques statistiques classiques :

1) les tableaux croisés entre les réponses aux questions et les classes d'individus (âges, sexe, position partisane, etc.), mais aussi entre les réponses à deux questions différentes.

2) une « analyse des correspondances multiples » sur le fichier complet qui permet d'en donner graphiquement une « image en résumé » sur un « plan factoriel ». Cette technique de statistique descriptive, que nous n'expliquerons pas plus ici, est d'une

Les inquiets de l'âge nucléaire

On pourrait penser que ce sont tous les autres, ce qui ne serait pas tout à fait vrai (cf chiffrage des types plus loin). On pouvait s'attendre à ce qu'une telle analyse isole un groupe bien typé (et sans doute très peu nombreux) et bien homogène, corres-

pondant à ceux ayant pris fait et cause pour la non-violence. En réalité, il n'en est rien et le troisième groupe isolé est bien flou. On peut certes identifier une hiérarchie de droite à gauche sur ce plan pour découper cette grosse patate : les militants qui se déclarent prêts à agir, les sympathisants qui soutiennent ceux qui agissent, puis les autres qui sont discriminés d'abord par

très grande puissance synthétique ; elle est à la source des conclusions de cette étude ; essentiellement qualitative, nous l'avons complétée par des histogrammes qui permettent de mesurer les groupes et les résultats mis en évidence.

Plutôt que d'analyser des résultats statistiques bruts, nous avons préféré mener un travail d'interprétation statistique dans une optique de recherche scientifique. En effet un tel sondage est censé refléter l'opinion des personnes interrogées sur un sujet. L'analyse fine menée sur l'échantillon nous a montré qu'il était bien représentatif de la population française et que l'extension des réponses des 1 028 enquêtés à l'ensemble des Français était justifiée. Par contre ces réponses ne reflètent en réalité que des réponses données par un enquêteur à un enquêteur et elles sont donc fortement conditionnées par le type du questionnaire, le comportement de l'enquêteur, les conditions générales des enquêtes (dans une cuisine ou un salon ? le soir ou le matin ? etc.). C'est pourquoi il est préférable de ne pas tirer de conclusions directes des réponses à une question brute (61 % des Français sont favorables à un budget de recherche sur la défense non-violente par exemple), mais plu-

tôt de rechercher des comportements plus généraux ou des mécanismes sociologiques et de montrer leur cohérence avec l'ensemble des données et réponses disponibles et de leur croisement entre elles. C'est ce raisonnement par hypothèse, infirmée ou non par les résultats statistiques du sondage, que nous avons utilisé ici. Si l'hypothèse n'est pas infirmée par les résultats, mais qu'au contraire on met en lumière un fort niveau de cohérence entre l'hypothèse de départ et les résultats statistiques, on est en droit de penser que l'hypothèse a de bonnes chances d'être juste. On peut ensuite passer à d'autres confrontations avec la réalité, mais ceci dépasse alors l'humble travail de statisticien présenté ici et entre dans la compétence et même le devoir de tout lecteur d'A.N.V.

N.B. - Certains totaux peuvent être supérieurs à 100 % en raison de la possibilité offerte aux enquêtés de réponses multiples.

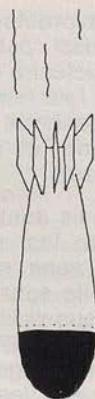
- L'intitulé « sans opinion » adopté par Louis Harris comprend ceux qui « ne savent pas », mais aussi ceux qui refusent de répondre.

leur réponse favorable à un budget DPNV, mais aussi par leur crainte d'une guerre nucléaire (et également la crainte pour leur emploi). Mais la transition est continue des militants aux sympathisants et des sympathisants aux autres.

Qui sont-ils ? Ils sont plutôt jeunes notamment chez les moins de 40 ans), et plutôt sans religion ou ne pratiquant pas. Ils sont plutôt à gauche, mais pas tous puisque 59 % des UDF et 48 % des RPR sont aussi favorables à un budget DPNV. On peut remarquer que les items « écologistes », « parti communiste » et « parti socialiste » sont respectivement situés parmi les militants, les sympathisants et les autres, ce qui permet d'expliciter un peu mieux les trois sous-profil sans pour autant en faire une règle ; la cohérence entre ces trois sous-profil, qui correspond au sens courant, est cependant remarquable et importante pour la confirmation générale du sondage : les écolos militent, les communistes sympathisent avec les mouvements de paix et les socialistes se sont ralliés à la bombe, mais sans y croire. Il ne faudrait cependant pas faire l'erreur d'inverser ces phrases : tous les militants non-violents ne sont pas écologistes, tous les sympathisants des mouvements de paix ne sont pas communistes et tous les autres inquiets de l'âge nucléaire ne sont pas socialistes.

Ajoutons enfin que ce groupe est constitué principalement de travailleurs salariés, hommes ou femmes, le plus souvent ouvriers et employés, mais également de cadres moyens.

La cohérence interne de ce profil pourrait se résumer ainsi : des gens plus inquiets pour leur emploi que pour leur pouvoir d'achat, souvent jeunes et plutôt à gauche, qui ont un



François MITTERRAND

Je vous demande de choisir... le désarmement contre la course folle à la bombe atomique qui détruira le monde.

3 décembre 1965.

point commun, la crainte d'une guerre nucléaire, la non confiance dans la force de frappe française, qui les mènent logiquement à être ouverts à d'autres alternatives de défense : « La défense non-violente ? pourquoi pas ! ». La position favorable à un budget DPNV doit être bien évidemment comprise d'abord comme une opinion en faveur d'une autre défense plutôt que de la non-violence.

Mais où est donc passé le consensus nucléaire français ?

Les trois profils types que nous venons de décrire sont donc très cohé-

rents, mais à combien de Français correspondent-ils ? Il est impossible de dénombrer les effectifs d'individus correspondant exactement à ces profils car on ne trouverait presque personne. Chaque Français s'approche plus ou moins d'un de ces profils, mais ceux qui y correspondent exactement sont très rares. Une seule variable, la position vis-à-vis du budget DPNV, classe les Français selon ces trois profils de façon simpliste (61 %, 23 % et 16 %). Si l'on cherche à les classer de façon plus fine avec une deuxième variable, le nombre de Français classés diminue. C'est ce que nous avons fait en donnant une fourchette approximative, car l'effectif est sensiblement différent selon la deuxième variable utilisée (3).

Effectifs selon la réponse

sur budget DPNV à deux questions significatives

La « vieille garde nationaliste »	23 %	11 à 14 %
Les « sans opinions »	16 %	6 à 8 %
Les « inquiets de l'âge nucléaire » (dont - les « prêts à agir » - les sympathisants :)	61 %	43 à 55 % (12 à 14 %) (24 à 29 %)
Les non classés	0	23 à 40 %
TOTAL	100 %	100 %

Malgré ces fourchettes imprécises, il ressort ce résultat : le seul groupe correspondant à un comportement cohérent tel qu'il ressort du sondage et en même temps numériquement

important, est bien celui des « inquiets ». Or, s'il y avait un consensus

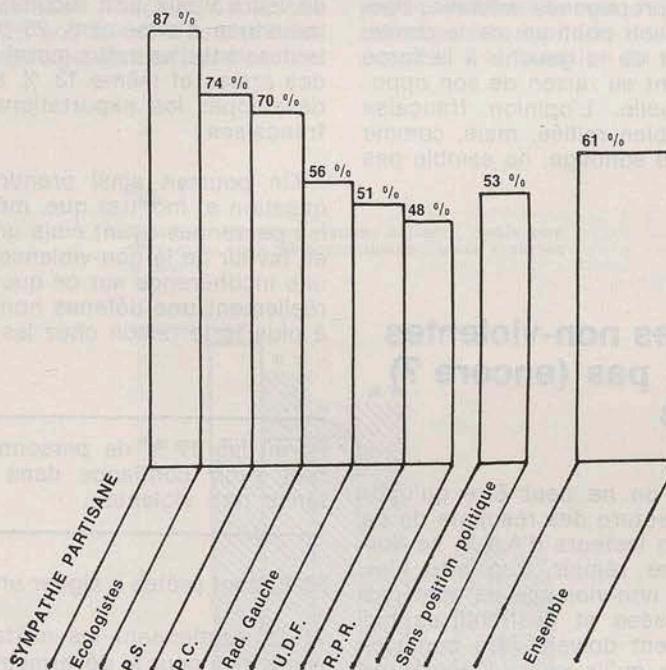
(3) Des méthodes statistiques plus élaborées (analyses discriminantes) permettraient d'obtenir des résultats similaires, mais plus précis.

en faveur du nucléaire, le programme aurait identifié un autre groupe cohérent, favorable au nucléaire (mais sans doute bien différent des « extrémistes » de la vieille garde qui n'en serait qu'un élément minoritaire) et numériquement important. Il est d'ailleurs possible que ce groupe existe, mais que les questions trop orientées du questionnaire n'aient pas permis de l'identifier. Il se situerait alors parmi les non classés. Ceci est peu probable puisque 60 % des personnes interrogées se déclarent prêtes à participer à au moins une action pour le désarmement ou contre la course aux armements. Nous n'avons donc pas démontré que la majorité des Français était contre le nucléaire (une question de ce sondage et d'autres sondages similaires effectués depuis quelques mois semblent montrer le contraire), mais nous avons mis en évidence un comportement type, majoritaire, qui allie l'inquiétude d'une menace nucléaire au manque de confiance dans le mode de défense actuel et surtout dans la force de frappe française et à l'espérance de trouver une alternative éventuellement non-violente. Voilà un autre consensus qui, s'il ne contredit pas le « consensus pro-nucléaire », en réduit singulièrement la portée. Ce nouveau consensus n'a pas reçu d'expression politique à ce jour. Il est d'ailleurs caractéristique que les critères sous lesquels il perce soit les actions et les soutiens (pour un désarmement, contre la course aux armements, etc.) et non des choix politiques ou stratégiques. On ne croit pas au nucléaire, mais il n'y a pas non plus de majorité pour un autre mode de défense. Ce nouveau consensus fait d'inquiétude pousse à l'action, mais n'a pas encore trouvé une attitude rationnelle face à une alternative de défense (fig. 6).

Fig. 6

Question : Certains pensent que, dans le budget de la Défense, on pourrait réduire la part des dépenses proprement militaires et s'en servir pour mettre au point d'autres moyens de défense, qui seraient fondés sur des méthodes non-violentes. Vous-même, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à cette idée ?

• Plutôt favorable : 61 %



Le ralliement des Français au nucléaire

En 1970, un sondage SOFRES pour les services du Premier Ministre affirmait que 53 % des Français étaient en désaccord avec la possession par la France d'une force atomique de dissuasion. En 1977, un autre sondage SOFRES pour le journal « *Le*

Pèlerin » comptait encore 46 % de Français qui souhaitaient l'abandon de cette force de dissuasion nucléaire (et 34 % qui voulaient la développer). En 1982, le sondage Louis Harris ne dénombre plus que 40 % de Français qui considèrent le développement de l'arsenal nucléaire français comme une menace pour la paix ou un gaspillage économique. On ne peut certainement pas comparer ces sondages dont les questions et les conditions générales de réalisation n'étaient

pas similaires, mais l'évolution qu'ils décrivent (on pourrait citer d'autres sondages) est suffisamment cohérente avec notre hypothèse de départ, ce qui méritait d'être souligné : l'opinion des Français sur le nucléaire a évolué progressivement jusqu'à l'acceptation majoritaire de l'arme nucléaire. La propagande militaire, l'action du pouvoir politique de la droite, le ralliement de la gauche à la force de frappe ont eu raison de son opposition originelle. L'opinion française s'est donc bien ralliée, mais, comme le montre ce sondage, ne semble pas convaincue.

Les idées non-violentes ne sont pas (encore ?) passées

Même si on ne peut être qu'optimiste à la lecture des résultats de ce sondage, les lecteurs d'A.N.V. ne doivent pas se réjouir trop vite : les idées de la non-violence ne sont pas encore passées et ces chiffres qui nous étonnent doivent être considérés pour ce qu'ils sont : l'inquiétude et le refus du nucléaire, l'espoir sans doute très flou d'une alternative qui ne soit pas aussi « violente » : 10 % sont pour le transarmement, 17 % font confiance à la résistance non-violente, 23 % soutiennent les refuseurs de l'impôt militaire. Mais ces chiffres restent suspects. Voici pourquoi, à l'aide de quelques exemples :

— parmi les personnes favorables au transarmement, il y en a encore 21 % favorables au nucléaire pour la grandeur et le progrès de la France ; ils ne sont « que » 61 % opposés au

développement de la force de frappe française. Ils ne sont que 37 % à faire confiance à la résistance non-violente... !

— parmi les personnes mettant leur confiance dans une résistance non violente, 40 % seulement appellent de leurs vœux une reconversion des industries d'armement, 25 % se contenteraient d'un refus moral de vendre des armes et même 13 % souhaitent développer les exportations d'armes françaises !

On pourrait ainsi prendre chaque question et montrer que, même parmi les personnes ayant émis une opinion en faveur de la non-violence, subsiste une incohérence sur ce que peut être réellement une défense non violente ; à plus forte raison chez les autres et

notamment chez les 61 % favorables à un budget DPNV. Ceci justifie, a posteriori, notre démarche qui s'intéresse d'abord à la cohérence globale des résultats, avant de regarder leur signification brute.

Si l'on considère que ceux qui ont compris ce que pourrait être une résistance non violente, et le processus pour y mener, sont ceux qui répondent à la fois oui au transarmement et oui à la confiance dans une résistance non violente, ils ne représentent plus que 3,7 % de la population française.

Ce qui est plus encourageant, par contre, c'est que ceux qui avancent des idées non violentes, même au travers d'une seule question, sont nettement plus favorables aux mou-

Parmi les 17 % de personnes déclarant avoir confiance dans la résistance non violente :

	(moyenne française)	Différence entre les deux
53 % sont prêtes à signer une pétition	(41 %)	+ 29 %
71 % soutiennent les militants d'associations pour le désarmement, 24 % sont prêtes à y adhérer.	(55 %)	+ 29 %
68 % soutiennent les manifestations publiques contre la course aux armements, 36 % se déclarent prêtes à manifester elles-mêmes.	(45 %)	+ 53 %
47 % soutiennent les objecteurs de conscience	(31 %)	+ 52 %
43 % soutiennent les refuseurs d'impôts militaires, 28 % se déclarent prêtes à refuser elles-mêmes.	(22 %)	+ 95 %

vements pour le désarmement et contre la course aux armements et qu'un nombre important d'entre eux est même prêt à passer à l'action et semble avoir quelques préférences pour les actions « dures » (objection, refus des impôts, manifestations).

Si les non-violents ont encore un énorme travail d'explicitation à faire, d'abord chez leurs propres partisans, il semble qu'ils peuvent compter, chez ceux-ci, sur une forte motivation en faveur de l'action militante.

L'inquiétude et le réalisme des jeunes (4)

Nous avons volontairement fait figurer dans les histogrammes résumant les réponses aux 8 questions, la place souvent originale des réponses des 18-24 ans. Elle mérite en effet un examen particulier.

Les jeunes sont plus sensibilisés. Pour l'ensemble des questions du sondage, la proportion des « sans opinion » est toujours plus faible chez les jeunes (en général de 30 à 50 % inférieure) ; le résultat est remarquable et n'était pas évident au départ, au contraire.

Une plus grande inquiétude des jeunes est révélée par plusieurs questions du sondage. La hiérarchie des risques est fondamentalement différente pour les jeunes et pour les plus

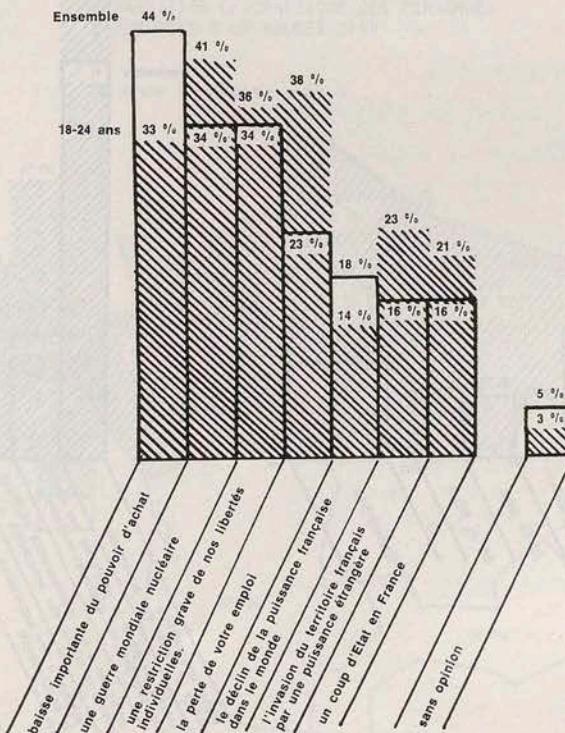
de 24 ans. Le sondage révèle sans ambiguïté que l'inquiétude majeure des jeunes est devenue la menace nucléaire (41 %), devançant nettement les craintes sur l'emploi et sur les libertés individuelles (fig. 7). Ces résultats sont confirmés par les réponses à la question sur le développement nucléaire français : 58 % des moins de 25 ans le considèrent comme un gaspillage économique ou une

menace pour la paix (37 % seulement chez les plus de 24 ans). Parmi ceux-ci, ceux qui le considèrent comme une menace pour la paix sont 25 % (mais seulement 8 % chez les plus de 24 ans) (fig. 8).

Une volonté d'action plus forte mais plutôt individuelle est sans doute la conséquence de cette inquiétude plus grande ; à la question du sondage qui

Fig. 7

Question : Parmi les risques suivants, quels sont ceux que, vous personnellement, vous craignez le plus ?



(4) Ce chapitre reprend en le résumant une analyse que j'ai publiée parue dans ALEPH, organe de la J.E.C., en mars 1983.

proposait quatre actions contre la course aux armements ou pour le désarmement, ils ne sont que 26 % à avoir refusé en bloc ces quatre actions (40 % chez les adultes) (fig. 9).

Deux actions ont plus particulièrement leur faveur : signer une pétition contre la course aux armements

(48 %), mais aussi le refus de l'impôt correspondant aux dépenses militaires (29 %), ce qui est très important, compte tenu des implications personnelles d'une telle action. Le soutien à l'objection de conscience est également important (39 %) (fig. 10). Les actions typiquement collectives sont par contre moins bien reçues : l'adhésion à une association pour le dés-

armement (18 %) et la participation à une manifestation contre la course aux armements (20 %) demandent plutôt moins d'implication personnelle que le refus de l'impôt ou l'objection de conscience, mais exigent de se fondre dans un groupe avec des règles, des idées, donc une idéologie commune. C'est peut-être cet aspect qui les fait hésiter.

Fig. 8

Question : Le développement actuel de l'arsenal nucléaire français (6^e, puis 7^e sous-marin nucléaire, recherches sur la bombe à neutrons) vous apparaît-il plutôt comme :

- une menace pour la paix.

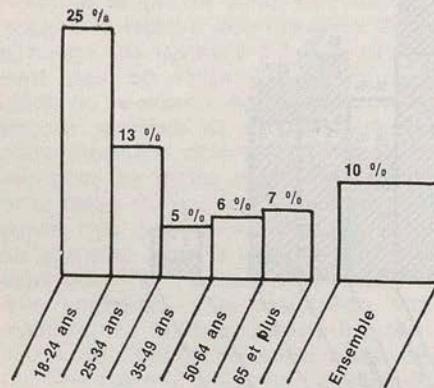


Fig. 9

Question : Vous personnellement, y a-t-il certaines de ces choses que vous accepteriez éventuellement de faire ?

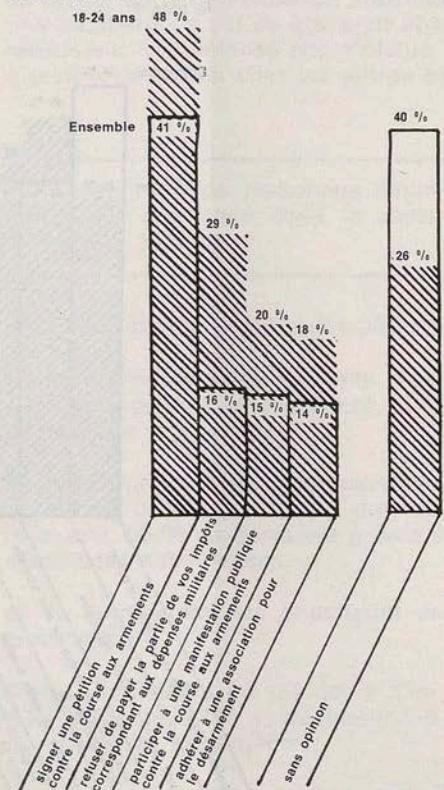
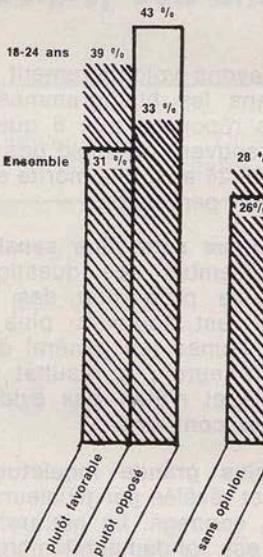


Fig. 10

Question : Diriez-vous que vous êtes plutôt favorable, ou plutôt opposé à ceux qui réclament le statut d'objecteur de conscience ?



Un certain réalisme des jeunes sur les modes de défense ; c'est la meilleure interprétation à donner aux réponses sur leur confiance dans les modes de défense : l'armée classique (5) a nettement leur préférence (34 %), suivie par la résistance non violente (24 %). La force de frappe n'a plus la confiance que de 13 % des jeunes interrogés. Il semble donc que la vieille « valeur sûre » de l'armée classique soit, à tout prendre, considérée comme préférable, pour les moins de 25 ans que la non-violence n'a pas encore sensibilisés.

Il faudrait, dans cette analyse de l'attitude des jeunes, pouvoir discerner la part d'originalité due à l'âge (et qui « passera » avec l'âge) de celle due à une évolution réelle de la société. Quand on compare ce profil « jeunes » à celui ressortant de sondages similaires il y a 5 ans (SOFRES - *Le Pèlerin* 1977, par exemple), on retrouve le même chez les 18-24 ans d'avant. Or ces 18-24 ans sont aujourd'hui les 24-31 ans du sondage Louis Harris 1982 ; et ce dernier montre qu'ils ont évolué avec l'âge vers une acceptation de l'arme nucléaire et qu'ils ont bien suivi la même évolution que l'ensemble des Français.

(5) Il faudrait également mesurer l'impact du service militaire chez ces jeunes de 18 à 24 ans. Cependant ceux qui viennent de faire leur service militaire ne représentent pas plus de 30 % de la population des 18-25 ans (50 % de femmes + 25 % des hommes ne font pas leur service + ceux qui n'ont pas encore fait leur service).

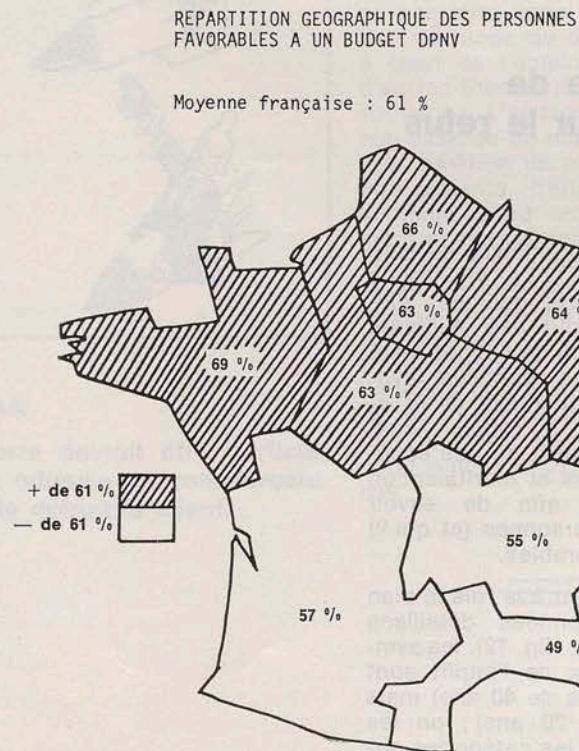
(6) Pour des raisons de secrets statistiques, Louis Harris n'a pas pu nous communiquer de données désagrégées concernant le domicile des personnes interrogées. C'est pourquoi la régionalisation des réponses n'apparaît pas dans les analyses précédentes ; elles nous ont été communiquées uniquement sous forme agrégée.

La France coupée en deux

La question sur le budget DPNV s'étant révélée la plus significative, il semblait intéressant de la cartographier. Le résultat est saisissant bien que très difficile à interpréter : la moitié nord de la France est significativement plus favorable que la moitié sud (fig. 11). N'ayant pas exploité cette donnée sous forme désagrégée (6),

il est beaucoup plus hasardeux d'en tenter une interprétation. Signalons cependant que l'urbanisation plus forte dans la moitié nord est certainement un facteur explicatif. Le recouplement avec la carte politique est loin d'être acquis ; si le nombre important de retraités aisés, correspondant à la « vieille garde nationaliste » présents autour de la Méditerranée, pourrait expliquer le faible taux de cette région (49 %), comment expliquer le fort taux de la Bretagne

Fig. 11



(69 %) : l'âme celte ou l'esprit anglo-saxon du Nord seraient-ils plus favorables à la DPNV que la fougue latine ? Voilà une hypothèse que nous n'oserais pas confirmer au regard de ce résultat trop isolé.

Cependant cette répartition géographique ne remet pas en cause le consensus des inquiets du nucléaire que nous avons mis en évidence puisque la région la moins favorable est encore en majorité favorable (49 % pour et 32 % contre) à un budget DPNV.

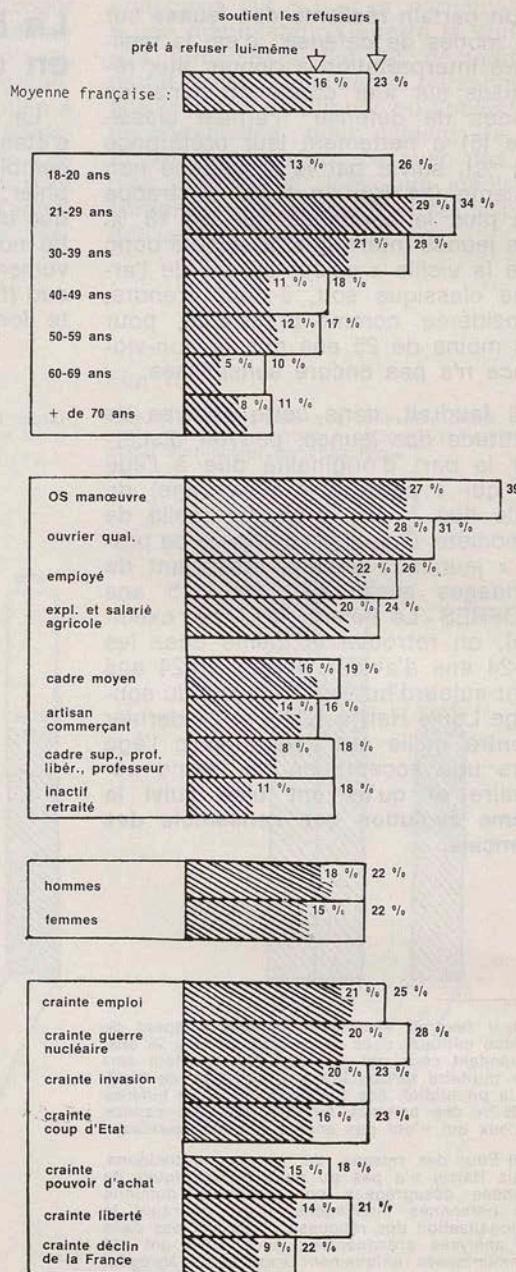
Petite « étude de marché » pour le refus de l'impôt

Pourachever cette analyse du sondage Louis Harris - La Vie, nous avons essayé de tirer quelques éléments pratiques pour les militants non-violents. Le refus de l'impôt a été choisi parce que les réponses favorables (23 % le soutiennent et 18 % se déclarent prêts à refuser eux-mêmes) allaient au-delà de nos espérances non violentes et méritaient un approfondissement afin de savoir pourquoi tant de personnes (et qui ?) se déclaraient favorables.

Comme le montrent à la fois le plan factoriel et les données détaillées présentées ci-contre (fig. 12), les sympathisants du refus de l'impôt sont plutôt jeunes (moins de 40 ans) mais pas trop (plus de 20 ans) ; on les trouve plutôt parmi les catégories so-

Fig. 12

Position vis-à-vis d'un refus de l'impôt.



cio-professionnelles aux revenus bas ou moyens (manœuvres, ouvriers, employés, agriculteurs) ; les hommes sont plus nombreux que les femmes et leurs craintes les plus fortes sont non seulement le nucléaire et une invasion, mais aussi leur emploi. Il semblerait qu'au travers de ces résultats, on puisse discerner deux facteurs prépondérants :

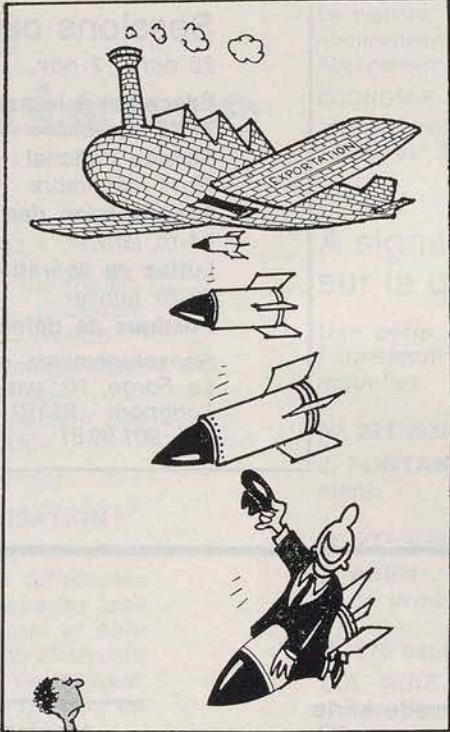
— ceux qui ne paient pas d'impôts sont peu concernés (moins de 20 ans, femmes non chefs de ménages, certaines personnes âgées à bas revenus) — ce qui est logique (et même évident !) ;

— moins on a de revenus, plus on accepte de refuser ses impôts ; ou, si l'on préfère : plus on paie d'impôts, moins on souhaite les refuser. Le cas des cadres supérieurs est très net sur ce point : ils sont 18 % à soutenir les refuseurs, ce qui n'est pas très au-dessous de la moyenne, mais ils ne sont plus que 8 % à se déclarer prêts à le faire eux-mêmes. Par contre les catégories socio-professionnelles aux revenus les plus bas sont aussi parmi les plus syndiquées et les plus conscientisées aux possibilités d'actions collectives. Ceci peut expliquer cela.

Le refus de l'impôt est lié, dans l'esprit de nombreux non-violents, au refus 3 % Larzac avec sa charge de passions et d'impressions, mais il ne l'est certainement pas de la même façon pour la majorité des individus qui ont répondu au sondage. Il fait plutôt appel à un vieux fond populaire de refus de l'impôt. L'opposition qu'a pu susciter la gabelle n'est pas

évidemment... aérienne

EDROU



Boris VIAN

La guerre devrait être particulièrement odieuse au commerçant puisqu'elle détruit le client.

loin quand on voit la corrélation entre le refus de l'impôt et les classes « populaires » aux faibles revenus, la crainte pour son emploi, les classes jeunes et les hommes. La « cible » idéale du refus de l'impôt militaire semble donc être les jeunes travailleurs (20-40 ans), hommes ou femmes payant des impôts, salariés modestes comme ouvriers ou employés ou encore agriculteurs. Mais sur quels thèmes faut-il les mobiliser ?

Certes la peur du nucléaire motive les refuseurs potentiels, mais la peur pour l'emploi semble les motiver tout autant. Il y a peut-être 16 % de Français prêts à refuser de payer la partie de leurs impôts correspondant aux dépenses militaires, à condition de ne pas faire appel à la seule motivation du mode de défense, mais aussi à celui de l'emploi ou peut-être à d'autres thèmes non évoqués dans le sondage. L'ambiguïté d'une action non-violente de masse s'oppose-t-elle à la tradition de pureté des militants non violents français actuels ? Ce sondage a au moins ce mérite de montrer que la non-violence en France n'est pas aussi minoritaire qu'on aurait pu le penser, mais qu'elle est encore perçue de façon ambiguë et très relative. La non-violence devrait-elle s'adapter à cette réalité ou l'attitude des Français évoluera-t-elle de la tolérance du fait nucléaire à une meilleure compréhension de la non-violence ? Le sondage ne le dit pas.

informations ... annonces ... publicités ... informations ... annonces ... publicités

Films et documents sur Hiroshima et Nagasaki

Plusieurs films sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, réalisés à partir de bandes d'actualités de l'époque, sont disponibles en version française. Beaucoup connaissent déjà le film « Prophétie » (durée: 40 mn). Il faut lui ajouter « Génération immolée » (20 mn), plus adapté à un public scolaire, et le tout récent « Histoire », un long film de deux heures réalisé, comme les deux précédents, avec des documents rachetés à l'armée américaine.

Ces films, ainsi que plusieurs brochures ou documents sur les mêmes sujets, peuvent être achetés ou loués au

Comité Hiroshima-Nagasaki, B.P. 108,
92242 Malakoff Cédex.

LA FORGE

Sessions ou week-ends

28 oct. - 2 nov.

Education à la paix : l'Ecole

11-13 novembre

Service national : pourquoi l'objection ?

10-11 décembre

Reconversion des usines d'armement.

14-15 janvier

Luttes de libération : défenses populaires ?

28-29 janvier

Politique de défense : force de frappe française.

Renseignements et inscriptions :

La Forge, 10, rue de Paris,

Longpont - 91310 MONTHERLY

Tél. 901 99 81

autogestions

Revue trimestrielle - 16^e année - nouvelle série

• Un travail sans emploi

la société duale en question. N° 8-9, 55 F.

• Avez-vous vu passer la gauche ?

N° 10, 35 F.

• Les utopistes du m²

mouvements et expériences d'habitat autogéré.
N° 11, 35 F.

• Les passions pédagogiques

écoles et lycées en mouvement. N° 12-13, 55 F.

• L'entreprise : du mutet au parlant

cercles de qualité, groupes d'expression,
conseils d'atelier. N° 14, 37 F.

Abonnement (4 num./an)	Individuel	Institutions
France	130 F	157 F
Etranger	150 F	200 F

Vente au numéro en librairie (distribution par Distique)

Demandes d'abonnement et de numéros à adresser à :

14, rue des Arts 31000 Toulouse

Editions PRIVAT

informations ... annonces ... publicités ... informations ... annonces ... publicités

économie et humanisme

N° 271 : MAI-JUIN 1983

Dossier : LA SOLIDARITE MAL EN POINT ?

A la recherche des solidarités nouvelles ou anciennes, des articles de P. Maclouf, R. Chandon, H. Reboul, A.M. Douce, M. Schiray et J. Gaudin.

- *Centenaire de la mort de Marx : idéologie marxiste et mouvement ouvrier* - L. GRUEL.
- *Les nouvelles stratégies de développement des régions de montagne* - M. DORFMANN.

N° 272 : JUILLET-AOUT 1983

Dossier : CULTURE, RELIGIONS, CIVILISATION : QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

Comment des cultures et des religions différentes élaborées au cours des siècles réagissent-elles face à l'ordre marchand, scientifique, technique et politique des pays dominants ? C'est ce qu'analysent G.C. Anawati pour l'Islam, R. Luneau en Afrique, P. de Charentenay aux Etats-Unis et P. Thibaud en France.

- *Aspect de la vie quotidienne en Chine*,
J.L. ROCCA
- *Vers un nouveau marché du travail ?*
M. GUILLAUME.

Se défendre sans se détruire

Une deuxième édition de la petite brochure du MAN sur la défense populaire non-violente vient de sortir. Mieux présentée, imprimée plus gros et sans les fautes d'impression qui déparaient la première, cette édition est aussi légèrement remaniée sur certains points.

A commander pour 18 F au MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 MONTARGIS.

	FRANCE	ETRANGER
Le numéro	35 F	38 F
Abonnement	175 F	200 F
Abonnement étudiant	145 F	155 F

ECONOMIE ET HUMANISME,
14, rue Antoine-Dumont - 69372 LYON CEDEX 08
Tél. (7) 861.32.23 - CCP LYON 1529 - 16 L

A signaler : 3 articles sur la question du désarmement

Une série de trois articles pour cerner le rôle de l'armement et la signification des négociations actuelles.

N° 271 mai - juin 1983

J. FONTANEL : le désarmement pour le développement.

N° 272 juillet - août 1983

J. ABEN : la quête du désarmement ou les utilités de la production de défense.

N° 273 septembre - octobre 1983

D.A. RUIZ PALMER : les négociations de Genève sur le contrôle des armements nucléaires : enjeux, bilan et perspectives.

Le numéro (franco de port) 35 F TTC -
Les trois numéros (franco de port) 90 F TTC

Cahiers d'Etudes stratégiques

Le Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (CIRPES) qu'anime Alain Joxe publie le premier numéro d'une série de cahiers assez étoffés, en complément de la revue Paix et Conflits.

Ce numéro ouvre une série consacrée à « la nouvelle doctrine de guerre américaine et la sécurité de l'Europe » et

s'intéresse plus spécifiquement à l'Europe centrale. Articles de Walter Schütze, Jean Klein et Janet Finkelstein.

Le fascicule 2 portera sur le flanc sud de l'Europe.

Un cahier : 25 F.

A commander à :

*CIRPES,
54, boulevard Raspail,
75006 PARIS*

informations ... annonces ... publicités ... informations ... annonces ... publicités

DEFENSE ET PAIX

Samedis d'initiation

10 décembre :

COMPRENDRE LES DEBATS SUR LA DEFENSE (C. Mellon)

Lisez-vous facilement les articles de votre journal sur les problèmes de défense ?
Le « jargon » des spécialistes, la complexité des données ne sont-ils pas des obstacles ?
Si c'est le cas, cette demi-journée d'initiation est pour vous.
Aucune connaissance préalable n'est nécessaire.

17 décembre :

RAPPORTS DE FORCE INTERNATIONAUX (J. Berthelet)

Les constantes politiques qui pèsent sur la région ouest-européenne depuis 1945 : comment elles influencent la politique de notre pays et notre vie quotidienne.

14 janvier :

REGIMES MILITAIRES EN AMERIQUE LATINE (P. de Charentenay)

Du Guatemala au Chili, l'Amérique latine a été submergée par une vague de dictatures militaires. Pourquoi ? Quelles sont leurs différences ? Peut-on envisager le retour à des régimes démocratiques ?

28 janvier :

RECONVERSION DES INDUSTRIES D'ARMEMENT (C. Brunier et F. Vaillant)

En France, le secteur armement occupe directement 300 000 personnes et, par le jeu de la sous-traitance, 750 000. Toute politique de désarmement, toute réduction de nos ventes d'armes, implique donc une reconversion. Celle-ci provoquerait-elle chômage, déqualification, crise économique ?

Tous ces samedis commencent à 15 heures et s'achèvent à 22 heures.

Cycles de formation

QUI MENACE L'EUROPE ? 5 soirées par J. Berthelet.

Les euromissiles - La guerre froide et la crise économique - le passage des stratégies anti-cités aux stratégies anti-forces - le nouveau mouvement de paix européen.
3 nov. - 8 déc. - 12 jan. - 9 fév. - 8 mars

AGRESSIVITE INDIVIDUELLE ET VIOLENCE COLLECTIVE 5 soirées animées par Jacques Sémelin.

Présentation des principales théories sur l'agressivité. Combattività, agressività et conflit. Y a-t-il des liens entre agressivité individuelle et violence collective ? René Girard et Franco Fornari : deux thèses sur les racines de la violence collective.
15 nov. - 13 déc. - 17 jan. - 14 fév. - 13 mars.

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE A LA GUERRE

4 soirées animées par Jean Péaud, syndicaliste.

La première guerre mondiale - l'affrontement anti-fasciste - la difficile solidarité avec la lutte des peuples colonisés - la politique des blocs.
24 nov. - 5 jan. - 2 fév. - 1^{er} mars.

ATTENTION ! Pour toutes les formations proposées par Défense et Paix (samedis, cycles et soirées), il faut contacter d'avance le secrétariat, ne serait-ce que pour connaître le lieu exact de la rencontre. Ce lieu sera toujours dans Paris.

Permanences du secrétariat :

Mercredi et vendredi, de 14 à 20 heures,
DEFENSE ET PAIX,
23, rue Notre-Dame-de-Lorette,
75009 PARIS
Tél. 281 48 94

informations ... annonces ... publicités ... informations ... annonces ... publicités

LE CHRISTIANISME FACE A LA GUERRE

5 soirées animées par P. Giros et C. Mellon.

Quelles ont été les attitudes des chrétiens face à la violence, la guerre et la paix ? De Jésus à Vatican II et aux évêques des USA, en passant par les premiers chrétiens, les Croisades, les théologiens de la « guerre juste », le parcours sera complet.

17 nov. - 15 déc. - 19 janv. - 16 fév. - 29 mars.

Soirées d'Information

18 nov. SE DEFENDRE CONTRE LE VIOLE (H. Ott)

21 nov. DROGUE et VIOLENCE (P. Giros)

30 nov. LES MOUVEMENTS DE PAIX
SONT-ILS INFILTRES PAR LE KGB ?
(C. Mellon et S. Mantrant)

5 déc. LA PRISON : L'EXPERIENCE MILITANTE
DU C.A.P. (S. Livrozet),

7 déc. LA DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE
(C. Mellon).

12 déc. MOUVEMENTS DE PAIX EN RFA
(H. Ménudier).

18 jan. QUI SE SUICIDE ? (P. Giros)

23 jan. DEFENSE NON NUCLEAIRE :
LE MODELE YUGOSLAVE (C. Mellon).

Les animateurs de Défense et Paix peuvent intervenir ailleurs qu'à Paris pour des week-ends de formation sur les sujets énumérés dans le programme ci-dessus.

Contacter le secrétariat

au moins trois mois à l'avance.

Défense et Paix propose également des formations par correspondance sur les rapports Est-Ouest (C. Mellon et J. Berthelet) et sur les ventes d'armes (O. Maurel).

Se renseigner au secrétariat.

L'escalade nucléaire

Documents techniques et propositions chrétiennes.

Un dossier très pratique, constitué et diffusé par les branches belges de Pax Christi et de Justice et Paix. On y trouve à la fois des données quantitatives sur les armements, des documents sur les nouvelles stratégies, la présentation de diverses propositions de paix, officielles ou non, les déclarations des autorités religieuses (Vatican, évêques américains, etc). Un glossaire des principaux termes techniques complète utilement ce dossier. Le dossier : 190 Francs belges + 35 FB de port.

A commander à : Pax Christi,
rue du Marteau 19
1040 Bruxelles

FACE A LA MILITARISATION, UN JOURNALISME D'INVESTIGATION

Dossier n° 4

LES NOUVEAUX TRIBUNAUX CIVILS POUR INFRACTIONS MILITAIRES

36 pages 15 F

à commander à :

AVIS DE RECHERCHE
BP 53
75861 Paris cédex 18

informations ... annonces ... publicités ... informations ... annonces ... publicités

« EVANGILE AUJOURD'HUI »

Revue trimestrielle de spiritualité franciscaine
9, rue Marie-Rose - 75014 PARIS

N° 119 Août 1983

« QUELLE PAIX POUR LES PEUPLES ? »

Au sommaire :

- Nouvelles attitudes des Eglises, par Mgr Gérard LE-MAN, de Pax Christi.
- Un pacificateur nommé François, par Michel HU-BAUT.
- Vers des solutions nouvelles, par Christian MELLON.
- Les équivoques du pacifisme, par Hervé CHAIGNE.
- Des mouvements pour la paix :
 - Le mouvement Pax Christi, par Ronand Le HENAFF.
 - Justice et Paix en France, une voix autorisée de l'Eglise, par Pierre TOULAT
 - Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (M.A.N.)
par Etienne GODINOT
 - Etre objecteur de conscience en 1983,
par Guy CAUNEGRE.

Le numéro : 15 F (franco 22 F)

Le SIPRI en français

La revue Gyroscope, éditée à Bruxelles par le G.R.I.P. (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix) publie en Français les onze chapitres les plus importants de l'annuaire 1983 du SIPRI de Stockholm.

Alors que, les années précédentes, les lecteurs français ne pouvaient se procurer qu'un bref résumé de ce fameux annuaire, le GRIP leur permet d'en lire l'essentiel, notamment les chapitres portant sur :

- les forces nucléaires de théâtre à longue portée
- les forces eurostratégiques françaises et britanniques,
- les armes nucléaires stratégiques
- les explosions nucléaires
- armes nucléaires et nouveau mouvement de paix
- production et dépenses militaires mondiales
- le commerce des armements conventionnels lourds
- la guerre chimique et biologique : progrès réalisés en 1982
- les satellites nucléaires extra-atmosphériques
- les efforts de l'ONU en vue du contrôle des armements.

Ce numéro spécial de Gyroscope (248 pages) coûte 495 Francs belges et doit être commandé au GRIP, av. Maréchal-Foch, 22 - 1030 Bruxelles.

Face à la violence, les Chrétiens

Le troisième d'une série de Cahiers du Centre Théologique de Meylan sur la violence et la guerre. Il vise à clarifier le débat entre chrétiens sur les différentes options : éclairages psychanalytique, philosophique, biblique. Un très bon dossier.

A commander (pour 29 F) à :
CTM, 15, chemin de la Carronnerie,
38246 MEYLAN Cédex.

Médecins contre la guerre nucléaire : où sont les Français ?

Du 18 au 22 juin 1983 s'est tenu aux Pays-Bas le 3^e Congrès mondial de l'IPPNW (International Physicians for the Prevention of Nuclear War) qui compte 50 000 membres. Cette association s'est donnée pour tâche l'étude, aussi scientifique que possible, des conséquences qu'aurait une guerre nucléaire au plan médical. Les médecins membres de cette association considèrent le phénomène en épidémiologistes confrontés à la plus grave des épidémies que l'homme ait jamais affrontée, puisque ses effets secondaires pourraient détruire jusqu'aux grands équilibres naturels de la biosphère. L'IPPNW considère que c'est un devoir d'exposer en détail aux opinions publiques les raisons pour lesquelles la médecine, en cas de conflit nucléaire, ne serait pratiquement d'aucun secours.

Le 3^e Congrès mondial, où les participants venaient de 40 pays, ne comptait aucune représentation officielle d'associations médicales françaises ! Il n'y avait que quatre médecins français, à titre personnel, dont un seul fut présent de bout en bout... Ce désintérêt a été ressenti comme particulièrement choquant de la part de médecins dont le pays entretient des foudres nucléaires. Cela ne peut durer. Il faut que les médecins français fondent enfin une section française de l'IPPNW, avec le concours effectif des leaders de la profession.

Contacter la coordination provisoire :

Dr Jacques RICHARD, 96, rue de la Fuie, 72000 LE MANS - Tél. (43) 84.11.30.

Dr Léon SCHWARTZENBERG,
Centre Hospitalier de Villejuif,
54, av. de la République, 94 VILLEJUIF.
Tél. 677.00.00.

SCIENCES HUMAINES - SCIENCES DES RELIGIONS

CENTRE THOMAS MORE

Dans ce programme 1983-1984, nous retenons en particulier :
SESSIONS

21-22 janvier 1984 :

STRATEGIES, GUERRES ET DESARMEMENT,
avec Alain JOXE

24-25 mars 1984 :

**LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE BERLIN
DE 1885 ET LES FRONTIERES ACTUELLES
DES ETATS EN AFRIQUE,**
avec Elikia M'BOKOLO

TABLES RONDES

3-4 décembre 1983 :

MINORITES NATIONALES, CULTURE ET DECENTRALISATION,

avec notamment Cl. ALRANO, Ch. COULON, W. DRESSER-HOLOHAN, D. FROSSART, Ph. GARDY, D. GROSCLAUDE, F. MORIN, L. QUERE.

3-4 mars 1984 :

**INSECURITE ET REPRESION. EFFICACITE
OU IMAGINAIRE,**

avec Henri-Pierre JEUDY, Werner ACKERMANN, Renaud DULONG et la collaboration du Centre Info-Victimes (Lyon), de l'Ecole Supérieure Nationale de Police de Saint-Cyr au Mont d'Or, de Gilbert CLAVEL, Jacques DALMAIS, Denys PRADELLE et Hélène REBOUL.

17-18 mars 1984 :

**LES LOIS AUROUX : RUPTURE OU CONTINUITE DANS
LES RAPPORTS SOCIAUX AU SEIN DES ENTREPRISES
FRANCAISES ?**

avec Philippe BERNOUX, Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, Jean BUNEL, Jean-Claude JAVILLIER, Pierrette RONGERE et des membres du Patronat et des Syndicats.

17-18 mars 1984 :

**SOCIETE FRANCAISE, MINORITES « IMMIGREES »,
MINORITES SOCIALES DEFAVORISEES : LES RELATIONS
DE CULTURE,**

avec Colette PETONNET, Catherine BAIX, Henri LE MASNE, André CAILLAUD, Michel PREVOST.

Inscriptions, programme complet et tous renseignements au
Centre Thomas More, BP 105, 69210 L'ARBRESLE -
Tél. (74) 01.01.03.

alternatives
non violentes

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à :

A.N.V.
CRAINTILLEUX
42210 MONTROND

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),
à partir du n°

Je commande tracts de présentation
de la revue (gratuits).

TARIF minimum : 70 F (dont TVA 2,70 F)

étranger : 85 F

soutien : 100 F ou davantage.



Je commande les numéros suivants :

.....
.....
.....

Je verse donc la somme de F
par chèque à l'ordre de

A N V
CCP 2915-21 U LYON

Date : _____ Signature : _____

Voici les noms et adresse de personnes qui seraient intéressées par A.N.V. :

Voici l'adresse d'une Librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :



Mouvements de Paix en RDA

Le CODENE a édité une petite brochure sur le mouvement pour la paix indépendant en Allemagne de l'Est. Très complète et bien documentée, cette brochure explique historiquement comment, à partir surtout des Eglises, s'est constitué un mouvement qui, de Dresde à Léna, en passant par l'appel de Berlin constitue une force avec laquelle le gouvernement doit désormais compter.

La brochure : 15 F.

A commander à :
**CODENE, 23, rue N.-D.-de-Lorette,
75009 Paris.**

Résistance civile et populaire

Nos amis belges du MIR-IRG lancent, avec la collaboration de l'Université de paix de Namur, une collection d'ouvrages sur la résistance civile et populaire non-violente. Trois volumes sont déjà sous presse :

1. Face au nazisme : la résistance des Danois et Norvégiens.
 2. Résistances dans une Allemagne en crise : le putsch de Kapp et la bataille de la Ruhr (1920, 1922).
 3. Résistances à l'Est : Berlin-Est 1953 et Prague 1968.

Ces trois volumes peuvent être acquis au prix de souscription, en versant dès maintenant 350 francs belges (pour les trois ensemble) au MIR-IRG, Service de promotion, 35, rue Van Elewyck, 1050 Bruxelles.

NUMÉROS DISPONIBLES

(rappel : les numéros 33 et 37 sont épuisés)

N° 34 / DESOBEISSANCE CIVILE (15 F)

Désobéir à la Loi : légitime ? efficace ? Dans quelles conditions ? Des avocats, magistrats, renvoyeurs de papiers militaires en discutent. Un exemple concret : la lutte pour le Larzac. En annexe : une réflexion de fond sur la grève de la faim — un entretien avec Johan GALTUNG.

N° 35 / LA POLITIQUE DE LA PEUR (10 F)

Comment l'Etat moderne gère la peur pour mieux administrer sa sécurité - Entretien avec Jean DELUMEAU sur « la peur en Occident ».

N° 36 / CHRISTIANISME ET VIOLENCES DOSSIER RENE GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

N° 38 / VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

N° 39 / LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ? Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 / FEMMES ET VIOLENCES (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 / TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

N° 42 / GREVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : trois hommes, à LYON, obtiennent par une grève de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion l'emporte trop souvent sur l'analyse.

N° 43 / LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

N° 44 / LES VOIES DU DESARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

N° 45 / TERRORISMES (18 F)

Il faut « démythifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 / LA GAUCHE NUCLEAIRE (18 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

N° 47 / DOSSIER PALESTINE - DEFENSE PAR RESISTANCE CIVILE - DESOBEISSANCE CIVILE - J. DE BOLLARDIERE (18 F)

Plusieurs dossiers distincts dans ce numéro : Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Un document très important présentant des propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Une étude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

N° 48 / GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? — Table ronde sur la guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire — Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre — Vraies et fausses guerres saintes en Islam — Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ? — Divers documents récents des Eglises chrétiennes complètent ce dossier.

alternatives non violentes

Craintilleux
42210 MONTROND

COMITE D'ORIENTATION

Pierre ARcq
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Guy BOUBAULT
Bernard BOUDOURESQUES
Michel de CERTEAU
Frédéric DELARGE
Pierre FABRE
Patrick GIROS
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN
Christian MELLON

sommaire

Editorial : 1973 - 1983	1
10 ANS DE RECHERCHES SUR LA NON-VIOLENCE	3
par Frédéric Delarge	
Non-violence : « une « violence populaire » ?	13
entretien avec Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la coopération et du développement.	
En venant du pacifisme	15
Jean Authier.	
Mutance	19
Claudine Houard	
Sortir la non-violence du domaine de la défense	22
Yvette Bailly.	
En marche vers la non-violence	26
Bernard Boudouresques	
Pour l'homme et pour la paix	27
entretien avec Jacques Gaillot, évêque d'Evreux	
A Beyrouth	30
Catherine Fattal	
Humiliée	
Michèle Rouche	
Anarchie, non-violence... de la responsabilité personnelle	33
entretien avec Isabelle Escoffier	
Quelles priorités pour le mouvement non-violent ?	36
par Philippe Warnier	
LES FRANÇAIS ET LEUR DEFENSE :	40
Ils acceptent le nucléaire sans y croire.	
Analyse d'un sondage par François Marchand.	

Ce numéro comporte un encart de la page 31 à la page 34.

**numéro 49
Automne 83**